

Anatomie du Parti libéral du Québec : plus de 50 ans de clientèles électorales
Qui appuyaient et appuient encore les libéraux du Québec ?

Eva Falk Pedersen
McGill University, Montreal

July 2013

A thesis submitted to McGill University in partial fulfillment of the
requirements of the degree of Master of Arts

© Eva Falk Pedersen, July 2013

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures.....	iv
Résumé.....	v
Abstract.....	vi
Remerciements.....	vii
1. Problématique.....	1
1.1 Justification du choix du parti.....	2
1.2 La domination.....	4
1.3 Justification de la période étudiée.....	9
2. Considérations méthodologiques.....	13
2.1 Nature des bases de données utilisées.....	13
2.2 Description des variables.....	19
2.3 Techniques utilisées.....	21
3. Les variables explicatives du vote libéral.....	23
3.1 La langue.....	23
3.2 L'âge.....	33
3.3 Les générations.....	40
3.4 La position dans la structure sociale.....	44
3.5 La pratique religieuse.....	51
4. Les variables non explicatives du vote libéral.....	54
4.1 Le sexe.....	54
4.2 La scolarité.....	58

4.3 L'appartenance à un syndicat.....	61
5. Un regard global.....	64
5.1 L'appui à la souveraineté.....	64
5.1.1 Analyse des résultats reliés à la souveraineté.....	71
5.2 Les analyses multivariées.....	73
6. Discussion et conclusion.....	81
6.1 Discussion des résultats.....	81
6.2 Quels sont les défis qui attendent le Parti libéral du Québec?	83

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXE A – Votes réels et votes rapportés

ANNEXE B – Liste des variables utilisées

ANNEXE C – Figures des analyses bivariées des autres catégories

ANNEXE D – Analyse multivariée : âge et générations

ANNEXE E - Analyse multivariée : variables sociodémographiques

LISTE DES FIGURES

- FIGURE 1 – Effets marginaux des francophones sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 2 – Effets marginaux des anglophones sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 3 – Effets marginaux des allophones sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 4 – Effets marginaux des 18-34 ans sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 5 – Effets marginaux des 35-54 ans sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 6 – Effets marginaux des 55 ans et plus sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 7 - Effets marginaux des pré-baby-boomers sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 8 - Effets marginaux des baby-boomers sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 9 - Effets marginaux des gens à revenu élevé sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 10 - Effets marginaux des retraités sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 11 - Effets marginaux de la pratique religieuse sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 12 - Effets marginaux des femmes sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 13 – Effets marginaux de l'appartenance à un syndicat sur la probabilité de voter libéral
- FIGURE 14 – Effets marginaux du fait d'être souverainiste sur la probabilité de voter libéral

Résumé

De Maître chez nous à Pour Le Québec, de Jean Lesage à Jean Charest, le Parti libéral du Québec (PLQ) a évolué au fil des décennies s'adaptant vis-à-vis ses adversaires pour mieux leur faire face dans l'arène partisane. La clientèle électorale libérale risque d'avoir elle aussi changé au fil du temps. Lemieux, en 1993, analysait le PLQ comme un des deux grands partis du 20^e siècle tout en ayant donné naissance aux partis qui lui firent compétition. De quelle façon les appuis électoraux du Parti libéral du Québec ont-ils évolué entre 1960 et 2012 alors que le PLQ occupe toujours une place prépondérante dans le système partisan québécois ? Cette question est répondue à l'aide des effets marginaux de régressions logistiques bivariées et de deux modèles d'analyses multivariées longitudinales des données sociodémographiques et de l'appui à la souveraineté du Québec provenant de bases de données académiques (3 sondages réalisés par Maurice Pinard, 8 par l'équipe des Études électorales canadiennes et 3 réalisés par Éric Bélanger et Richard Nadeau). On trouve que la force des libéraux se situe dans trois niches principales : les anglophones, les allophones et les gens pratiquants – peu importe leur religion. De plus, nous trouvons un effet de cycle de vie : les gens vieillissants (55 ans et plus) appuient plus les libéraux. Nous trouvons cette même relation pour les gens qui sont retraités. La thèse générationnelle ne survit pas à l'analyse multivariée, mais les pré-baby-boomers ont plus tendance à appuyer systématiquement les libéraux que les autres générations. De plus, le clivage de la langue est très puissant car l'effet reste statistiquement significatif même après l'introduction de la variable de souveraineté. Ces forces représentent aussi des vulnérabilités auxquelles le parti devra faire face bientôt.

MOTS-CLÉS : Comportement électoral ; Parti libéral du Québec ; générations ; âge ; pratique religieuse ; anglophone

Abstract

From *Maître chez nous* to *Pour le Québec*, from Jean Lesage to Jean Charest, the Quebec liberal party (QLP) has evolved through decades adapting itself vis-à-vis its opponents to better face them in partisan bull ring. The liberal electoral clientele might have also changed through time. Lemieux, in 1993, has analyzed the QLP as being one of the strongest party of the twentieth century while generating the parties that will compete against it from dissident fringes. How did the liberal supports have evolved between 1960 and 2012 while the party is still occupying an important place in the party system? This question is answered by the use of the marginal effects of binary logistic regressions and of two models of multivariate analysis. For this purpose, we use sociodemographic variables and one attitudinal variable (the support for sovereignty) from different academic datasets: 3 have been made by Maurice Pinard in the 60s and 70s, then 8 made by the Canadian Election Studies team and the 3 last done by Éric Bélanger and Richard Nadeau specifically on the Quebec elections. We find that the QLP strength is situated in three principal niches: Anglophones, allophones and religious people (no matter their religion). They systematically support the liberals since 1960. Moreover, we found a lifecycle effect: the more people are getting older, the more they vote liberal. We can find the same relation with people arriving to their retirement. The generational thesis does not survive to the multivariate analysis, but pre-baby-boomers seem to systematically support the liberals. The linguistic divide is stronger than expected because the effect stays significant even after the introduction of the sovereignty variable. These strengths also represent vulnerabilities that the party will have to face sooner or later.

**Keywords: Voting behaviour ; Quebec Liberal Party ; Generations ;
Age ; Religious practice ; Anglophones**

Remerciements

Je dédie ce présent mémoire à mon père, Poul Falk Pedersen, décédé le 25 mai 2012. Acquérir des savoirs avait toujours été une priorité à ses yeux. Je souhaiterais pouvoir le remercier de m'avoir transmis cette soif insatiable de la connaissance.

Muni d'un sens aiguisé d'attention et d'organisation, Éric Bélanger possède toutes les qualités que quiconque souhaite retrouver chez son directeur de maîtrise. Je désire d'abord le remercier pour la confiance qu'il m'a accordée tout au long de mes études de maîtrise. Ses conseils ont toujours été justes, réfléchis et stimulants. Je dirais même qu'il avait presque toujours raison... Je souhaite aussi remercier Éric Montigny pour m'avoir initié à l'étude des partis politiques lors de mon baccalauréat.

Les études supérieures sont irréalisables sans les personnes qui nous entourent et nous soutiennent. Je remercie François Dubois pour sa patience ainsi que Marie Anne Rainville pour sa présence.

Chapitre 1 - Problématique

En 1960, Jean Lesage devient, pour un premier mandat, le Premier ministre du Québec sous la bannière libérale et conserve les rênes du pouvoir à l'élection de 1962 pendant lesquelles il aura fait campagne avec l'historique slogan « Maître chez nous ». Un peu plus de 50 ans plus tard, en septembre 2012, Jean Charest, qui avait été élu chef en 1998 et Premier ministre depuis 2003, perd son siège dans le comté de Sherbrooke et, par le fait même, le poste de Premier ministre de la province après neuf années de gouvernance au profit de Pauline Marois, chef du Parti québécois et première femme à acquérir ce titre dans l'histoire du Québec.

De « Maître chez nous » à « Pour le Québec », de Jean Lesage à Jean Charest, le Parti libéral du Québec a évolué au fil des décennies s'adaptant vis-à-vis ses adversaires pour mieux leur faire face dans l'arène partisane. Si l'on regarde le comportement électoral des Québécois, comment pourrait-on expliquer la relative domination du PLQ ?

En effet, le Parti libéral du Québec représente le parti de la continuité et de la stabilité dans le système des partis politiques provinciaux au Québec. Ses grands adversaires en terme de formation politique ont été formés par ses propres membres qui ont préféré la dissidence partisane à la complaisance. « Non seulement le Parti libéral a-t-il été, de façon constante l'un des deux grands partis provinciaux du Québec au cours du vingtième siècle, mais il a donné naissance aux mouvements ou partis qui, seuls ou avec d'autres ont réussi à renouveler l'opposition aux libéraux » (Lemieux, 1993 : 9). C'est

pourquoi ce parti constituera l'objet d'étude principal de ce mémoire. Suite à l'établissement des deux éléments de la problématique, la pertinence d'une étude systématique de celle-ci devient évidente. Ainsi, la question de recherche centrale qui guide ce mémoire est : **de quelle façon les appuis électoraux du Parti libéral du Québec ont-ils évolué entre 1960 et 2012 alors que le parti a continué d'occuper une place prépondérante dans le système partisan québécois ?**

1.1 Justification du choix du parti

Une compétition bipartisane entre deux partis majeurs et quelques tiers-partis - récoltant peu du pourcentage d'appuis et aucun siège à l'Assemblée nationale – a traversé l'histoire électorale du Québec. L'adversaire du PLQ au début du 20^e siècle, le Parti conservateur, se dissout officiellement en 1935. Les décennies des années 1930 aux années 1950 ont ensuite été caractérisées par une compétition entre le Parti libéral du Québec et l'Union nationale (UN) (anciennement le Parti conservateur). L'UN connut ensuite une lente agonie suite au décès soudain de son chef Maurice Duplessis en 1959. Suite à la première participation du Parti québécois à une élection en 1970 et sa première accession au pouvoir en 1976, le système partisan du Québec a de nouveau connu une compétition entre deux partis. Aujourd'hui, ce sont essentiellement le Parti québécois et le Parti libéral qui se font compétition. Depuis la décennie 2000, on a aussi vu d'autres partis émerger sur la scène tels que l'Action démocratique du Québec (ADQ) – parti s'étant par la suite dissout au sein de la CAQ, la Coalition avenir Québec (CAQ) –et

Québec solidaire (QS) qui reçoivent une part non négligeable des votes, mais sans jamais avoir accédé au pouvoir.

Le Parti libéral est donc l'unique parti existant depuis la fondation de la province comme entité fédérée au sein de la fédération canadienne qui récolte encore des appuis considérables dans l'électorat.

Le deuxième élément constitutif de notre choix tient au fait que le Parti libéral du Québec a engendré – contre son gré – tous ses adversaires. Réfléchissons quelques instants à la création des autres partis politiques importants depuis les années 1940. Il faut se rappeler que l'Union nationale a été créée suite à la fusion de deux partis politiques : l'Action libérale nationale dirigée par Paul Gouin (suivi par des jeunes libéraux dissidents) et du Parti conservateur de Maurice Duplessis au moment de l'élection de 1935. Ensuite, la création du Parti québécois eut lieu autour de René Lévesque, ancien ministre libéral, avec le Mouvement Souveraineté Association que d'autres dissidents libéraux ont joint par la suite. D'autre part, même si l'Action démocratique du Québec n'a été présente dans le paysage québécois que de 1994 à 2012, elle n'a jamais réussi à attirer assez d'appuis dans la population pour former un gouvernement et ne fut opposition officielle qu'à un seul moment. Il importe de mentionner que ce parti a également été fondé par des dissidents libéraux à la suite du rejet du Rapport Allaire. On se souviendra aussi du temps où Mario Dumont – l'ancien chef de l'ADQ – était un militant actif à la Commission-Jeunesse du PLQ. L'élection générale de 2012 a vu naître le parti de François Legault, un ancien ministre péquiste, la Coalition avenir Québec, qui

a fusionné rapidement avec l'ADQ et qui a reçu des appuis importants lors du scrutin de 2012. Maintenant que nous avons montré la pertinence et la relative domination du PLQ, nous pouvons regarder quels sont les autres partis dans le monde qui ont dominé leur système partisan et comment ils ont été étudiés.

1.2 La domination

Étudier la domination d'un parti politique au sein d'un système partisan n'est pas une tâche simple, surtout dans le cas du Québec. La littérature sur les partis hégémoniques ne concorde pas exactement avec le cas des libéraux du Québec. Les partis hégémoniques sont des partis ayant complètement dominé leur système ou ayant été au pouvoir pendant plusieurs décennies consécutives. On peut penser à des partis comme le Parti conservateur de l'Alberta, Fianna Fail en Irlande, les sociaux-démocrates de Suède et même le parti Libéral-démocratique au Japon. Les critères de la théorie de Maurice Pinard sur les systèmes à un parti dominant ne concordent pas non plus avec la situation du PLQ : le parti qui est le compétiteur direct du parti dominant doit récolter moins d'un tiers des voix (Pinard, 1971 : 37).

Le PLQ n'est pas un parti hégémonique. Le Parti libéral domine parce qu'il a évolué parallèlement à la société québécoise. Maurice Duverger (1964: 308) écrivait: « [...] every party that is larger than all others over a certain period of time is not necessarily dominant in character: sociological factors are at work as well as the material factor. A party is dominant when it is identified with an epoch; when its doctrines, ideas,

methods, its style so to speak, coincide with those of an epoch ». Toutefois, le PLQ a même surmonté les caractéristiques générationnelles qu'il avait entre 1897 et 1936 (Lemieux, 2011 : 33). Il s'est ainsi adapté à chaque époque. Définir un parti dominant ou hégémonique demeure une tâche difficile. Graham White (1973 : 401) parle plutôt de ce concept en termes relatifs : les perceptions de la domination du parti dépendent largement de l'interprétation qu'on en fait et qu'il n'y aurait donc pas de définition standard. Pinard avait plutôt opté pour une définition précise : l'adversaire doit avoir moins d'un tiers des voix. Le PLQ domine car il gagne des élections depuis 1867 en ayant toujours respecté une certaine alternance au pouvoir et un bipartisme sain pour la démocratie. T.J. Pempel (1990 : 3-5), dans un livre consacré aux régimes avec des partis dominants, offre quatre critères pour déterminer la domination : le parti doit être dominant en terme de nombre (plusieurs sièges à l'Assemblée législative), le parti doit être dominant en terme de positions de négociation¹ (une importante place dans le système partisan), le parti doit être dominant à travers le temps et le parti doit être dominant en terme de gouvernance (avoir formé souvent le gouvernement). Si on regarde l'évolution du Parti libéral du Québec, on voit qu'en effet, il respecte ces quatre grandes dimensions proposées par Pempel.

Pour ce qui est des études de cas faites dans le contexte canadien, Bell, Jansen et Young ont étudié le Parti conservateur albertain alors qu'André Blais a étudié le Parti libéral du Canada. Premièrement, Bell et ses collègues ont regardé (2007 : 43) la domination du Parti conservateur albertain et ont éliminé les explications relatives au

¹ Les pays avec un parti dominant sont souvent ceux avec un système de vote proportionnel, ce qui explique cette dimension vu l'importance des gouvernements de coalition.

populisme des chefs, au vote de classe et aux opinions anti-coloniales/anti-fédérales. Ils trouvent une explication dans la force des différents leaders et dans l'affiliation faible des électeurs au Parti conservateur, mais qui le considèrent comme un bon « produit ». Toutefois, cette étude ne correspond pas aux besoins théoriques et pratiques de la présente étude. De plus, ils ont uniquement utilisé des données écologiques provenant du recensement albertain ce qui induit nécessairement des erreurs (*fallacy*) écologiques. Deuxièmement, une étude longitudinale similaire à ce qui sera fait ici a été réalisée par André Blais en 2005 concernant le Parti libéral du Canada (PLC). En effet, il regarde ce qui explique, dans le comportement électoral des Canadiens, la force des libéraux fédéraux. Il trouve que le PLC reçoit le vote systématique de deux classes-appuis : les catholiques et les immigrants d'origine non-européenne. L'important succès du parti serait même dû à ces deux groupes démographiques. Toutefois, il ne trouve pas d'explications suffisantes (Blais, 2005 : 833) pour expliquer l'alignement de ces groupes d'électeurs avec ce parti précis.

Le Parti libéral du Québec réussit à être aussi performant dans le système partisan puisqu'il doit à certaines catégories de personnes des appuis systématiques et récurrents à travers le temps. C'est pour cela que nous avons décidé d'étudier le comportement électoral des Québécois pour tenter de creuser cette question. Il est vrai que les variables sociodémographiques ont peu à peu perdu de leur force explicative du comportement électoral (Franklin et al., 1992). Les évaluations des chefs faites par les électeurs et le vote sur enjeux sont devenus des facteurs certainement non négligeables dans l'explication du choix de vote. Toutefois, il est impossible de complètement saisir la

force du PLQ depuis 1960 sans traiter des différences sociodémographiques de son électorat. T.J. Pempel (1990 : 340) rapporte qu'une domination maintenue dans un système démocratique d'un pays industrialisé (dans le cas présent, une province) provient souvent de : « relatively fixed patterns of electoral mobilization based on major historical blocs [...] and a pattern of ideological distancing maintained by both the dominant party and its principal opponents ».

Les précédentes études électorales nous apprennent qu'il y a un clivage basé sur la langue maternelle. Maurice Pinard, dès la première étude électorale faite au Québec trouve que les francophones sont moins susceptibles de voter pour les libéraux (Pinard, 1964 : 178). Au cours des années 1970 et 1980, les recherches menées par André Blais et Richard Nadeau montrent aussi que le Parti libéral est le parti des anglophones en grande majorité et des allophones dans une forte proportion aussi (1984 : 312). Les études électorales faites par Nadeau et Bélanger pour les trois dernières élections ont aussi montré que les anglophones et les allophones favorisent les libéraux (2009 : 69, 108) dans de fortes proportions. De plus, à travers le temps, il semble s'être dessiné un effet de cycle de vie dans le comportement électoral des Québécois – cette hypothèse sera évidemment testée plus bas. Plus on vieillit, plus on appuierait les libéraux. Pour toutes les décennies étudiées, les électeurs âgés de 55 ans et plus ont favorisé le Parti libéral (GRS, 1962 : 13; Blais et Nadeau, 1984 : 308). Cela concorde avec le statut occupationnel des citoyens plus âgés puisqu'ils sont souvent à la retraite. En effet, Blais et Nadeau (1984 : 290) expliquent cela par le fait que la souveraineté – promue par le Parti québécois – amènerait trop de conséquences inattendues et rendrait l'existence des

retraités moins sécuritaire. De l'autre côté, le Parti libéral est beaucoup moins populaire chez les jeunes et chez les étudiants (Lemieux, 1993 : 126). Dans une analyse plus systémique des partis politiques et du système partisan québécois, Vincent Lemieux (1993) laisse entendre qu'une des forces des libéraux est leur alliance systématique avec le milieu des affaires. En effet, les études électorales (GRS, 1962 : 3) montrent qu'il existe une relation entre le fait d'avoir un revenu élevé et de voter libéral. Aspect complètement sous-étudié par la littérature québécoise avant les années 2000, la religiosité des électeurs libéraux ressort clairement lors des dernières études réalisées (Bélanger et Nadeau, 2009). Ils assistent plus fréquemment à des services religieux – en dehors des funérailles et des mariages – que le reste de la population. Toutefois, il faut étudier la pratique religieuse de façon plus systématique pour voir si cette observation est aussi vraie dans le temps.

D'autres ont aussi étudié le PLQ systématiquement. Deux ouvrages de nature académique se sont concentrés sur le Parti libéral du Québec. Vincent Lemieux publie un ouvrage en 1993 s'intitulant *Le Parti libéral du Québec; Alliances, rivalités et neutralités*. Dans ce livre, mentionné plus haut, le politologue cherche essentiellement à analyser le parti politique dans ses relations avec les divers acteurs de la société civile qui tour à tour deviennent des alliés ou des rivaux. Il regarde aussi l'intensité de ces relations tout en comparant leurs relations avec les autres partis du système partisan québécois. Cet ouvrage a surtout misé sur une analyse qualitative. Le deuxième ouvrage à avoir traité spécifiquement de ce parti a été publié en 2006 sous la direction de François Pétry, Éric Bélanger et Louis Imbeau : *Le Parti libéral du Québec : enquête sur les réalisations*

du gouvernement Charest. Bien qu'il traite spécifiquement du parti qui nous intéresse, son propos est plutôt porté vers les politiques publiques mises en place par le gouvernement libéral et vers une évaluation des engagements électoraux faits lors de sa campagne et leur réalisation (ou non). Par ailleurs, il existe tout de même un certain nombre d'articles scientifiques et d'ouvrages qui ont porté sur les partis politiques - en général ou sur certains spécifiquement - et le comportement électoral au Québec. Toutefois, aucun d'eux n'offre réellement une grande synthèse ni de la clientèle électorale québécoise ni de la clientèle électorale du PLQ en particulier, une lacune que tente de combler le présent mémoire en proposant un regard synthétique et systématique du Parti libéral du Québec et des citoyens qui l'ont appuyé à travers les jalons de l'histoire politique québécoise depuis 1960. Nous verrons que ce ne sont pas tous les indicateurs qui ont été systématiquement étudiés à chaque élection et que peu d'études se concentrent uniquement sur le Parti libéral. Les écrits précédents n'ont offert qu'une photographie partielle de l'évolution de la clientèle électorale du Parti libéral.

1.3 Justification de la période étudiée

Le Parti libéral du Québec représente un cas intéressant et singulier à étudier. Il constitue l'élément stable et récurrent qui caractérise le système partisan québécois (Bélanger, 2007 : 71). La période d'étude choisie s'étendra de 1960 à 2012. Outre le fait que la première étude électorale québécoise ait eu lieu en 1960, elle coïncide aussi avec une période d'effervescence et d'exaltation sociale. L'année 1960 marque l'entrée au pouvoir des libéraux sous Jean Lesage et le début de ce que les historiens ont appelé la

Révolution tranquille. Quelques mouvements avaient néanmoins déjà mis la table à ces changements et Montréal était déjà une ville moderne et industrielle. Il est possible de nommer en exemple le mouvement syndical avec Michel Chartrand et même le mouvement féministe avec Madeleine Parent et Léa Roback qui avaient déjà des assises non négligeables au sein de la société québécoise bien avant le « début » de la Révolution dite tranquille. Le rôle de l'Église catholique diminue drastiquement et l'État-providence prend place. Toutefois, tel que rapporté par Andrée Lévesque, « [...] les rapports de pouvoir entre les sexes perdurent toujours [...] » et « il n'y a pas eu beaucoup de redistribution de pouvoir ou de richesse [...] » (2011 : 5). De plus, on ne peut tout attribuer à Jean Lesage et à son équipe du tonnerre. « À cet égard, il faut dire que la Révolution tranquille qui s'opère au Québec dans les années 1960 ne lui est pas spécifique ; par cette « révolution », la province emprunte plutôt une direction suivie par toutes les démocratiques occidentales.» (Létourneau, 2006 : 79).

La période d'étude prend fin avec l'élection de 2012 ce qui coïncide aussi avec des moments importants du Parti libéral du Québec. Au pouvoir depuis 2003, la légitimité du gouvernement en 2012 a été érodée suite à des allégations de corruption. Suite à un printemps de révoltes et de grèves étudiantes faisant suite à l'annonce d'une hausse substantielle des frais de scolarité, l'élection générale de 2012 fut déclenchée. Cette situation concorde avec les propos de Pinard (1973 : 442-445) : une fois qu'un parti a été pendant plusieurs années au pouvoir, son « règne » se termine souvent avec une montée de mouvements de protestation avec des demandes à court terme désirant un changement social important, mais pas systémique. Le Parti libéral perd donc le pouvoir

le 4 septembre 2012, mais forme encore une forte opposition à l'Assemblée nationale. Malgré le fait que 4 sièges à l'Assemblée nationale le séparent du gouvernement, le parti connut son plus bas taux d'appui populaire en 2012 avec 31,2% du vote (Drouilly, 2013 : 8).

Étudier plus de 50 ans d'histoire électorale et de compétition partisane pourra nous permettre notamment d'isoler de possibles effets de générations et des effets de cycle de vie ce qui constitue un apport original aux connaissances que nous avons des électeurs libéraux (pour une analyse longitudinale semblable, mais de la participation électorale au Québec, voir Gélneau et Teyssier, 2012). Nous comprenons ici générations au sens d'une génération politique, de l'appartenance à une cohorte. Spitzer, cité par Braungart et Braungart (1989 : 9) l'explique comme étant lorsque « l'âge se trouve corrélé au comportement politique collectif ». Ainsi, analyser une aussi grande période devrait nous aider à déceler ce qui explique la longévité du parti dans l'histoire politique québécoise et de quelle façon les appuis forts du parti ont évolué.

Cette introduction est suivie du deuxième chapitre qui se concentre sur les questions méthodologiques où il sera expliqué le choix des bases de données et des variables utilisées. Par la suite, la nature – l'étude des effets marginaux - des analyses statistiques qui ont été utilisées sera étayée. Bien entendu, une partie sera dédiée aux inconvénients que comporte ce type de recherche. Le chapitre suivant – le troisième - montrera les résultats diachroniques de l'analyse des résultats pour les variables fortes expliquant le vote libéral : la langue, l'âge, la religiosité, le revenu et la retraite. Le

quatrième chapitre traitera des autres variables qui sont généralement incluses dans les études de comportement électoral, mais qui, pour le cas actuel, ne constituent pas des variables explicatives du vote libéral à proprement dit. Ce serait donc plutôt des variables faibles telles que le sexe, le niveau de scolarisation et l'appartenance à un syndicat. Pour chaque variable étudiée aux chapitres 3 et 4, une revue de littérature précise pour chacune d'entre elles précédera la formulation d'une hypothèse pour la période de 1960 à 2012 ainsi que la démonstration statistique de l'évolution de chaque indicateur. Le chapitre 5 se concentrera sur deux modèles d'analyse multivariée du vote libéral qui incluent (ou non) la variable de la souveraineté. Nous préciserons aussi l'importance de ce clivage constitutionnel et son rôle dans la formation du choix de vote des électeurs. L'analyse multivariée est précédée de l'analyse binomiale entre l'appui à la souveraineté et le vote libéral – les effets marginaux de cette variable sur le vote seront montrés.

Chapitre 2 - Considérations méthodologiques

La présente étude tentera de répondre à la question de recherche en utilisant des données microsociologiques via l'analyse de données de sondages du comportement électoral des Québécoises et des Québécois. Les techniques privilégiées seront celles que les méthodes quantitatives nous ont apprises. L'étude se veut longitudinale puisqu'elle se concentrera sur la période historique de 1960 jusqu'à 2012 ainsi que sur la clientèle électorale du PLQ. Autrement dit, je répondrai à la question de recherche en étudiant les caractéristiques sociodémographiques et la position sur la question nationale des électeurs du Parti libéral.

2.1 Nature des bases de données utilisées

Pour les scrutins de 1960 et 1962, j'ai décidé de mettre à profit les premières études électorales québécoises réalisées par Maurice Pinard et Richard Hamilton avec le Groupe de recherches sociales. Cela vaut aussi pour les élections de 1970 et 1973. Leurs données sont accessibles en format ASCII via le site web du *Interuniversity Consortium for Political and Social Research* (ICPSR). Pour tous les autres scrutins provinciaux, j'utiliserai les sous-échantillons québécois des Études électorales canadiennes (CES – *Canadian Election Study*) dont les données sont disponibles via le site web du *Canadian Opinion Research Archive* (CORA). Pour les données de 2007, de 2008 et de 2012, j'utiliserai les données des sondages postélectoraux qui ont été menés sous la direction de Richard Nadeau et Éric Bélanger (les données me sont accessibles via ce dernier). Le seul scrutin pour lequel aucune donnée n'est disponible est celui de 1998 : l'Étude électorale

canadienne de 2000 a omis d'inclure le vote rapporté aux élections provinciales. Voici un tableau synthétisant les années des élections générales au Québec, le parti politique qui a été élu et la base de données que j'utiliserai pour chacune des élections

Année d'élections générales	Parti élu	Source des données
1960	Parti libéral	ICPSR - Pinard
1962	Parti libéral	ICPSR - Pinard
1966	Union nationale	CES 1968
1970	Parti libéral	ICPSR - Pinard
1973	Parti libéral	ICPSR – Pinard
1976	Parti québécois	CES 1979
1981	Parti québécois	CES 1984
1985	Parti libéral	CES 1988
1989	Parti libéral	CES 1992
1994	Parti québécois	CES 1997
1998	Parti québécois	Aucune donnée
2003	Parti libéral	CES 2004
2007	Parti libéral	Bélanger/Nadeau
2008	Parti libéral	Bélanger/Nadeau
2012	Parti québécois	Bélanger/Nadeau

Suite à la vérification de la disponibilité des bases de données, j'ai dû évaluer la validité de celles-ci. Cette étape est d'autant plus importante puisque mes données ont diverses provenances. On trouvera dans l'Annexe A un tableau rapportant le résultat réel du scrutin pour les principaux partis faisant compétition et le résultat du vote rapporté ou de l'intention de vote selon les données du sondage. Bien entendu, il y a des différences entre le résultat réel et le résultat mesuré par le sondage. Afin de s'assurer d'une plus grande validité, il a fallu créer une pondération de la variable dépendante afin de s'assurer que les électeurs libéraux soient équitablement représentés dans l'échantillon. Sinon, les résultats pourraient être biaisés dû à une surreprésentation ou sous-représentation des électeurs libéraux dans l'échantillon. Pour ce faire, il faut diviser la

proportion de votes à partir des résultats officiels d'élections par la proportion des votes rapportés dans le sondage. Cela donne un nombre qui représente le poids qu'il faut attribuer à chaque parti pour que sa représentation soit juste. Une tabulation simple avec cette variable de pondération nous permet de vérifier que l'opération a été réalisée correctement. Les variables de pondération ont été appliquées lors de chaque opération statistique. Nous avons aussi testé les manipulations statistiques (les régressions multivariées – voir chapitre 5) sans appliquer les variables de pondération (résultats non montrés). La direction des relations trouvées ne changeait pas alors que les coefficients variaient quelque peu, mais sans que cela ne remette en cause les conclusions de notre analyse. Pour cette raison, seulement les résultats pondérés sont montrés et analysés, selon l'idée que les électeurs libéraux sont mieux représentés dans l'échantillon de cette manière.

Une précaution méthodologique doit ici être précisée concernant la validité des bases de données et c'est la technique d'entrevue. Les sondages de Pinard ont été réalisés en face-à-face ainsi que les études électorales canadiennes jusqu'en 1984 avec un questionnaire très structuré. Les autres études électorales canadiennes, donc à partir de 1988, ont été réalisées par voie téléphonique principalement. Elles comportent aussi une portion dont les résultats étaient obtenus à partir d'un questionnaire envoyé par la poste que le répondant devait remplir et retourner; toutefois, cette portion n'a pas été utilisée pour le présent projet. Le sondage de Bélanger et Nadeau en 2007 a été fait avec une combinaison d'entrevues téléphoniques et web, tandis que leurs sondages de 2008 et 2012 ont été réalisés sur le web seulement.

Ces différentes techniques d'entrevue induisent chacune des avantages et des inconvénients. Lors des entrevues face-à-face, le taux de réponse est généralement bien plus élevé, mais les réponses désirables socialement prennent le dessus (Das et al., 2011 : 55). De plus, l'anonymat des répondants devient un enjeu, donc les répondants se sentent peut-être intimidés ou menacés (Franckfort-Nachmias et Nachmias, 2008 : 218). Contrairement aux entrevues face-à-face où l'interviewer peut noter l'environnement du répondant, les sondages téléphoniques ne permettent pas de récolter ce type d'information (*Ibid*, 223). Toutefois, les taux de réponse sont relativement élevés lors de ces enquêtes et les données sont récoltées rapidement. À travers le temps, il est toutefois devenu de plus en plus difficile de recruter des répondants par téléphone. Comme lors de l'entrevue face-à-face, les répondants peuvent être moins enclins à discuter de sujets contentieux, ce qui est un problème uniquement surmontable par les sondages en ligne, comme nous le verrons ici-bas. Les sondages en ligne créent un biais en soi uniquement par l'étendue de l'accessibilité à Internet. En effet, ce sont les gens âgés de moins de 65 ans avec une éducation collégiale et un revenu moyen qui ont plus de probabilité d'avoir un abonnement Internet (Sue et Ritter, 2012 : 212). De plus, puisque les répondants faisaient partie d'une banque de participation, le taux de réponse devient une mesure sur laquelle il est plus difficile de compter. Toutefois, ils offrent plusieurs avantages : ils sont moins coûteux, un plus grand territoire peut être couvert et les biais de l'enquêteur sont évités (Das et al., 2011 : 14).

Les sondages postélectoraux créent généralement une surreprésentation des gens qui ont voté et des gens n'ayant pas voté qui rapportent un vote erroné (Selb et Munzert,

2012 : 13) puisque voter est un comportement socialement désirable. Toutefois, selon l'étude d'Ansolabehere et de Hersh, cela pourrait être dû à deux facteurs : un biais dans la sélection et des troubles de mémoire des gens qui sont sondés (2012 : 22). Ces précautions doivent être gardées en tête lors de l'interprétation des résultats. Pour deux élections, nous utilisons l'intention de vote puisqu'il n'y avait pas d'autres sondages disponibles et que le vote rapporté de l'autre élection était disponible : 1960 et 1962 (intention) ainsi que 1970 et 1973 (intention) dans la même base de données.

Ensuite, il a fallu vérifier si les variables que nous voulions étudier étaient disponibles à travers toutes les bases de données. Comme on pourra le voir dans l'Annexe B, il manque une question sur l'appui à la souveraineté du Québec pour 1960 et pour 1962, il manque une question sur l'appartenance ou non à un syndicat pour 2007, 2008 et 2012 et il manque une question sur la pratique religieuse pour 1970-1973. Malgré ces omissions, il sera tout de même possible de regarder le profil des électeurs libéraux à travers le temps. Ces manques sont une conséquence normale lorsque l'on travaille avec plusieurs sondages de sources différentes.

Une caractéristique importante du comportement électoral des Québécois a dû toutefois être écartée dès le départ et c'est la région de provenance des électeurs. La région influence le vote, mais pour des raisons de comparaison elle n'est pas incluse dans cette analyse : les mesures de région utilisées dans les divers sondages étaient très différentes et la typologie urbanistique varie trop d'une décennie à l'autre. Par exemple, en 1960, on utilisait le terme « cité » alors qu'aujourd'hui cette appellation est désuète. Il

aurait pu être possible de comparer par le nombre d'habitant dans la ville/municipalité habitée par le répondant, mais ce n'était pas comparable de façon diachronique. Habiter une ville de 20 000 habitants en 1960 ne signifie pas la même chose qu'habiter une ville de 20 000 habitants en 2012, le rural et l'urbain étant des concepts qui sont relatifs et qui ont évolué à travers le temps. De plus, cette mesure n'était pas toujours incluse. Les 3 premiers signes des codes postaux étaient parfois demandés dans les études électorales canadiennes, mais à trop de reprises ils étaient manquants. La région de provenance ou la circonscription électorale ont trop changé à travers le temps. Bref, vouloir utiliser une mesure de région représentait une impasse insurmontable pour l'étude diachronique utilisant des bases de données de sources différentes.

Un autre motif nous a aussi poussés à retirer cette variable du lot. Il est possible de remarquer qu'il y a une superposition entre le clivage linguistique et le clivage régional – qui bien entendu ne se résume pas à un clivage entre le centre et la périphérie puisque la grande région montréalaise diffère d'une partie à l'autre. Aussi, en 1988, Lemieux concluait qu'il y a un nombre négligeable d'études sur les régions puisqu'il y a « moins de différence entre les régions à cause de la nationalisation de la politique. » (Lemieux, 1988 : 46). Malheureusement, établir des indicateurs fiables et cohérents à partir de ces différentes mesures devenait une charge impossible et nous avons donc décidé de ne pas utiliser la région de provenance comme variable indépendante dans ce mémoire. Les variables sociodémographiques qui seront utilisées pour évaluer le portrait des électeurs libéraux à travers le temps sont donc : le sexe, l'âge, le revenu, l'éducation, la langue maternelle, l'occupation, l'appartenance à un syndicat et la pratique religieuse.

Une caractéristique attitudinale sera étudiée et c'est si l'électeur se dit souverainiste ou non (plus de détails sur cette mesure attitudinale seront fournis au cinquième chapitre). Ces neuf variables sont les variables indépendantes de mon étude et la variable dépendante est le vote rapporté pour le PLQ.

2.2 Description des variables

Malgré l'utilisation de plusieurs sondages différents, les variables utilisées sont toutes codées de la même façon pour des raisons de constance et de cohérence. L'âge a été divisé en trois catégories soit : de 18 à 34 ans, de 35 à 54 ans et les 55 ans et plus. Le sexe est une variable dichotomique se divisant entre le fait d'être un homme ou une femme. La scolarité a été divisée en 4 catégories : éducation primaire, éducation secondaire, éducation collégiale et éducation universitaire. La langue maternelle a été divisée entre les francophones, les anglophones et les allophones. L'occupation, quant à elle, comprend les catégories suivantes : salarié, étudiant, retraité, sans-emploi et à l'extérieur de la force de travail (par exemple, les femmes au foyer et les handicapés sont dans cette catégorie). Le revenu a été divisée en trois tiers approximativement égaux afin de construire trois classes de revenus : faible, moyen et élevé. La pratique religieuse est mesurée quant au nombre de fois que le répondant assiste à un service religieux pendant l'année. Nous avons choisi de prendre cette mesure plutôt que le type de religion pratiquée puisqu'il y aurait une trop grande superposition entre les clivages linguistiques et religieux – par exemple, les francophones qui constituent la majorité de la population québécoise sont à majorité catholiques. De plus, l'identification des Québécois à une

confession religieuse quelconque s'est amenuisée depuis la Révolution tranquille et ne pourrait donc constituer une variable pertinente. C'est pourquoi nous mesurons plutôt la pratique religieuse en termes de fréquentation des institutions religieuses ainsi que l'importance accordée à la religion dans la vie des répondants (sondages pour les élections 1989, 1994 et 2003).

L'effet du cycle de vie se mesure aisément avec la variable de l'âge. Toutefois, un effet générationnel est une opération plus complexe. Les générations doivent être introduites dans le modèle en associant chaque électeur dans la génération à laquelle il appartient. Pour ce faire, je reprends la division en cinq groupes mutuellement exclusifs et exhaustifs adoptée par Gélneau et Teyssier (2012) : « les pré-baby-boomers (nés avant 1945), les baby-boomers (nés entre 1945 et 1959), ainsi que les électeurs nés au cours des années soixante (nés entre 1960 et 1969), soixante-dix (nés entre 1970 et 1979) et quatre-vingts (nés entre 1980 et 1989) » (Gélneau et Teyssier, 2012 : 16). Je dois donc comparer le vote pour le PLQ pour ces différentes générations à plusieurs moments dans le temps : lorsque chaque génération avait 20, 30, 40, 50, 60, 70 et 80 ans (Blais et al., 2004 : 225). Il aurait pu être intéressant de mesurer des effets de période pour être ainsi en mesure de mieux expliquer la force de stabilité du Parti libéral.

Afin de créer des variables dichotomiques de périodes pour mesurer leur effet, il aurait fallu assembler toutes les bases de données ensemble (*database pooling*). Toutefois, comme il a été énoncé précédemment, l'utilisation de plusieurs sources de données entraîne des conséquences sur la comparabilité des échantillons. La méthode

d'échantillonnage étant différente, nous avons préféré ne pas regrouper les bases de données. L'importance des différentes périodes sera plutôt relevée lors de l'analyse et de la discussion des résultats puisqu'il est impossible de l'évaluer statistiquement.

2.3 Techniques utilisées

Pour chaque sondage, j'ai fait une régression logistique binomiale avec le fait d'avoir voté pour les libéraux ou non et chaque catégorie des différentes variables indépendantes. Par la suite, j'ai calculé les effets marginaux associés à l'influence de ces variables. L'étude des effets marginaux a été préférée à l'analyse de relation par tableaux croisés. En effet, ce choix est plus judicieux puisque les effets marginaux sont moins affectés par la grosseur de l'échantillon. Les effets marginaux représentent l'influence d'une variable x sur la probabilité de voter pour le Parti libéral du Québec (plutôt que pour un autre parti), exprimée sur une échelle entre 0 et 1 (et pouvant être positif ou négatif). Ils nous donnent aussi d'autres informations cruciales comme l'intervalle de confiance et le degré de signification statistique.

Les régressions binomiales ont été préférées aux régressions multinomiales parce que ce mémoire porte sur le Parti libéral en soi et non pas sur le Parti libéral comparativement aux autres partis de la scène provinciale depuis 1960. De plus, tel que démontré par Alvarez et Nagler (1998 : 64), les régressions multinomiales et binomiales produisent des estimations similaires et constantes des mêmes paramètres. Ainsi, l'utilisation de régressions multinomiales devient superflue dans le cas actuel. Ensuite,

pour chaque catégorie des variables indépendantes, j'ai réalisé une représentation visuelle des effets marginaux à l'aide d'un diagramme pour bien cerner la positivité et la négativité des fluctuations de l'appui selon les différentes caractéristiques des électeurs libéraux et ce, pour chaque année d'élection. À la droite des années d'élections se trouvant dans chaque figure, un astérisque indique si l'effet marginal est statistiquement significatif ou non. Chaque figure est faite de façon longitudinale de 1960 à 2012.

Par la suite, pour chaque année d'élection, il sera nécessaire de créer deux modèles de régression logistique multivariée : un avec les variables d'âge et de générations et un autre avec toutes les variables sociodémographiques. Nous faisons donc le premier modèle avec l'âge et les générations puisque ce sont des variables précédentes à toutes les autres et elles représentent des variables d'intérêt dans l'explication du vote libéral. De plus, si on les incluait dans un modèle avec les autres caractéristiques sociodémographiques, on pourrait sous-estimer ces dernières. Chaque régression de chaque année d'élection est doublée : une est réalisée sans la variable de souveraineté et une avec cette dernière. Cela nous permettra de voir si les indicateurs sociodémographiques perdent de leur influence (signification statistique) avec l'entrée en jeu d'une mesure d'appui à la souveraineté. Nous pourrons également voir si les relations observées dans les régressions binaires conservent leur effet suite à l'ajout des autres variables. La régression logistique multivariée nous permettra aussi de comparer la variance expliquée du vote libéral avec les deux modèles. Cela nous aidera à comprendre la force de la position sur la question nationale et si elle sous-tend réellement tous les autres clivages

du comportement électoral québécois puisque les indicateurs sociodémographiques influencent le fait qu'une personne soit souverainiste ou fédéraliste.

Chapitre 3 - Les variables explicatives du vote libéral

Avec ce chapitre, nous entamons l'analyse des résultats. Une sous-section sera consacrée à chacun des indicateurs : la langue, l'âge, le revenu, la retraite et la pratique religieuse. Ces indicateurs représentent les variables sociodémographiques qui aident à prédire le vote libéral à travers le temps de manière significative. Chacune des sous-sections débutera avec la revue chronologique des écrits scientifiques pertinents de chaque indicateur et l'hypothèse suivra. Ensuite, une représentation diachronique des résultats sera montrée et les résultats ainsi analysés. Nous commençons donc avec le premier indicateur, soit la langue.

3.1 La langue

Un premier déterminant important dans le comportement électoral des Québécois est la langue maternelle. Selon Nadeau et Bélanger (1999 : 209), la langue serait le clivage « le plus persistant » en ce qui a trait au vote des Québécois. Ils expliquent ce phénomène par «le positionnement des partis politiques sur la question constitutionnelle».

En croisant les données sur l'âge et sur la région de provenance, Vincent Lemieux explique qu'entre 1936 et 1960, les anglophones préfèrent à majorité le Parti libéral du Québec comparativement à l'Union nationale. Cette affirmation est vraie autant à Montréal qu'à l'extérieur de la métropole (Lemieux, 1993 : 125). Pour l'élection de 1962, les Canadiens-anglais appuient les libéraux en moyenne à 70% et les Canadiens-français en moyenne à 56% (GRS, 1962 : 11). Aussi, les fréquences diffèrent de façon significative uniquement si le lieu de résidence des répondants est Montréal. Le lecteur de cette étude doit porter une attention particulière à l'échantillon, ce qui pourrait mettre en doute les affirmations faites par le Groupe de recherches sociales. Les 55% de Canadiens-anglais qui vivent en province et qui appuient le Parti libéral ne représentent que 22 répondants de leur échantillon, tandis que les Canadiens-français qui vivent en province et appuient les libéraux sont 56% mais 413 répondants². De cette façon, il faut être vigilant quant à leurs conclusions. Cette différence susmentionnée est maintenue peu importe la classe sociale des répondants (GRS, 1962 : 12). L'explication qu'offre Maurice Pinard pour les différences entre les anglophones et les francophones qui vivent en province est que les Canadiens-anglais seraient moins conservateurs à l'égard du changement que les Canadiens-français (GRS, 1962 : 50), ce qui favoriserait le Parti libéral à cette époque chez les anglophones. Autrement dit, ce ne serait pas tant qu'ils seraient progressistes ou très libéraux, mais qu'ils sont moins conservateurs que les Canadiens-français. Pinard offre cette explication à l'aide d'une échelle de conservatisme. On se rappellera qu'à ce moment, le Parti libéral du Québec faisait principalement compétition contre l'Union nationale. De plus, Pinard nous rappelle que

² Les pourcentages étaient pondérés selon la région.

les groupes ethniques autres que français et anglais demeurent « antipathiques » à l'Union nationale (Pinard, 1969 : 178).

En 1970, lors de l'élection de réaligement, il est clair que les anglophones et les autres non-francophones (expression utilisée dans le texte) donnent leur appui en masse au Parti libéral du Québec (Lemieux et al., 1970 : 60). Pour les élections des décennies 1960 et 1970, les anglophones et allophones préfèrent les libéraux, ce qui amène Lemieux à dire, à l'inverse, que la meilleure prédiction pour le vote au Parti québécois est la langue (française) (Lemieux, 1993 : 127). Toutefois, il précise que la nationalisation de l'électricité en 1962 par Lesage et l'adoption de la loi 22 (Loi sur la langue officielle) par le gouvernement libéral de Bourassa en 1974 ont rebuté les anglophones et les allophones en raison de ces enjeux précis et donc pas de façon structurelle (Lemieux, 1993 : 127). Le Parti libéral ne réussit toutefois pas à attirer tout le vote des allophones car le Parti québécois réussit à séduire une partie de cet électorat au cours de la décennie 1970 (Lemieux, 1993 : 127). Lors du scrutin de 1973, 91% des anglophones et des autres non-francophones votèrent pour le Parti libéral, alors que seulement 6% se tournèrent vers le Parti québécois (Hamilton et Pinard, 1977 : 226). Ils ajoutent aussi que parallèlement, 89% d'entre eux (tous les non-francophones) s'opposent à l'indépendance du Québec. Toutefois, environ la moitié des électeurs francophones aurait voté pour les libéraux lors de ce scrutin, faisant en sorte que la polarisation est moins intense. De plus, Blais et Nadeau (1984 : 312) montrent que 10% des allophones ont voté pour le Parti québécois en 1976, alors que ce pourcentage grimpe à 20% lors de l'élection de 1981. Il serait ainsi possible de prétendre que les allophones ont fait défection du PLQ pour se tourner vers

les péquistes. « Il apparaît donc important de distinguer les anglophones des allophones » (Blais et Nadeau, 1984 : 312) en terme de comportement électoral.

Un autre enjeu importe d'être regardé pour la décennie 1970. En 1974, le gouvernement de Robert Bourassa fait adopter la loi 22 rendant ainsi le français la seule langue officielle du Québec et restreignant le droit des parents de choisir dans quelle langue leurs enfants recevront leur enseignement. Chez les allophones qui avaient appuyé le Parti libéral dans une proportion s'élevant à 86% en 1973, ils ne sont que 30% à les appuyer en 1976. Hamilton et Pinard associent cette défection à l'adoption de la loi 22 qui fut critiquée de toutes parts – pour son radicalisme, ou son manque de radicalisme (1978 : 758).

L'appui des anglophones du Québec aux libéraux a augmenté au cours de la décennie 1980. En effet, 70% des anglophones avaient voté pour le Parti libéral lors du scrutin de 1981 alors que leur appui a grimpé jusqu'à 90% en 1985 (Lemieux, 1993 : 154). Après cette hausse de 20 points de pourcentage, lors de l'élection qui a suivi, un grand nombre d'anglophones font défection et appuient le Parti égalité. Lemieux (1993 : 172) estime ce nombre à 70% des anglophones de l'île de Montréal. A contrario, les électeurs allophones n'auraient appuyé le Parti égalité qu'à hauteur de 20% et auraient ainsi conservé leur fidélité aux libéraux (Lemieux, 1993 : 162). Le Parti égalité a été fondé en 1989 quelques mois précédant l'élection générale suite aux politiques linguistiques adoptées par le gouvernement libéral de Robert Bourassa. Lors de ce scrutin, le Parti égalité avait réussi à faire élire 4 députés. Par la suite, son existence

devient insignifiante, il n'a représenté un enjeu réel que lors de l'élection de 1989. Lemieux décrit cette situation en énonçant qu'il y a « des anglophones et des allophones qui le [PLQ] voudraient plus fédéraliste et des nationalistes qui le voudraient plus souverainiste » (1993 : 166).

Du côté des allophones, leur appui aux libéraux aurait diminué – ou plutôt, leur appui au PQ aurait augmenté au cours de la décennie 1980. Selon les résultats présentés par Lavoie et Serré, les allophones de Montréal qui appuyaient le PQ représentaient approximativement 12% en 1970 alors qu'entre 1989 et 2002, ce pourcentage varierait entre 22% et 27% (Lavoie et Serré, 2002 : 50). Il faut porter attention au fait que leur échantillon ne concerne que les allophones de la grande région de Montréal seulement, ils ne sont donc pas distribués à travers le reste de la province. Ils expliquent ce phénomène par l'intégration linguistique (la francisation) et l'identification au Québec chez ces nouveaux arrivants. Dans un sondage réalisé en 1990 suite au scrutin de 1989, deux groupes allophones se seraient distingués par un appui plus grand au Parti québécois (faisant défection du Parti libéral) : les Latino-Américains dans une proportion de 37% et les Haïtiens dans une proportion de 35%. Ces sous-groupes auraient appuyé plus fortement le PQ que les autres allophones en général (Lavoie et Serré, 2002 : 55). Toutefois, ces comportements persistent à être des comportements d'exception.

Malgré les variations susmentionnées parmi ces communautés immigrantes, leur vote est un « vote bloc », c'est-à-dire qu'ils donnent tous un appui massif au même parti. « Les comportements bloc peuvent se maintenir aussi longtemps que persistent certains

éléments de la culture d'origine en particulier lorsque se perpétuent la discrimination ou les inégalités sociales [...] » (2002 : 56). De plus, les immigrants de Montréal s'identifient davantage au Canada qu'au Québec faisant en sorte que l'appui au PQ et à la souveraineté reste limité et cela reste vrai même chez les francophones de langue maternelle (2002 : 59).

Par ailleurs, lors du scrutin de 1994, la caractéristique d'être allophone et anglophone avait un impact négatif important sur le vote péquiste (Nadeau et Bélanger, 1999 : 208). De plus, à cette élection, les allophones ont voté à 73% en faveur des libéraux alors que les anglophones ont voté quant à eux à la hauteur de 90% (1999 : 209). Pour 1998, les auteurs concluent que la « polarisation linguistique du vote [est] toujours aussi prononcée (Nadeau et Bélanger, 1999 : 213).

Lors du scrutin de 2003, le Parti libéral n'a pas été tellement plus populaire chez les francophones : un peu plus du tiers (34%) appuie les libéraux. « [L]e Parti libéral est une fois de plus le parti des non-francophones. » (Drouilly, 2005 : 601) Ce résultat l'amène à conclure que si les libéraux ont gagné cette élection, c'est par défaut et grâce à « l'appui massif des électeurs non francophones ». Il précise notamment que cette dichotomie est plus explicite dans la région de Montréal puisqu'à l'extérieur de cette région, les francophones appuient à peu près dans les mêmes proportions le Parti libéral et le Parti québécois (Drouilly, 2005 : 604). Bélanger et Perrella ont également mené une étude sur le vote des allophones avec des données de 2006, ils y observent qu'en général les jeunes allophones (les 18-24 ans comparativement aux 25-34 ans) auraient légèrement

plus tendance à voter positivement dans un référendum : leur francisation et leur intégration culturelle contribuent en partie à l'augmentation de cet appui (2008 : 17, 29). Gagné et Langlois avaient trouvé sensiblement le même résultat (2005 : 450).

Éric Bélanger et Richard Nadeau menèrent deux enquêtes successives sur les élections de 2007 et 2008. Selon leurs résultats avec des analyses multivariées, les électeurs du Parti libéral sont moins francophones que ceux des autres partis et cela est vrai pour les deux scrutins. Ils en concluent que le fait d'être francophone a un effet négatif sur la propension à voter libéral (Bélanger et Nadeau, 2009 : 69, 108, 111). Le vote libéral « dépasse les 50% dans 39 circonscriptions, dont la moitié environ sont les circonscriptions de l'Ouest et du Nord-Est de Montréal dans lesquelles le Parti libéral obtient des résultats dignes d'un régime électoral de type soviétique. » (Drouilly, 2005 : 608). Les autres régions où il obtient un score aussi élevé sont en Outaouais et quelques autres circonscriptions près de la frontière américaine où l'on trouve un nombre important d'électeurs anglophones (Drouilly, 2005 : 608). On décèle ici qu'il y a une association, sinon même une superposition du clivage linguistique et régional dans ces cas. Pour 2007 et 2008, sans étonnement, les électeurs libéraux étaient concentrés dans la région montréalaise et en Outaouais (Bélanger et Nadeau, 2009 : 66, 108).

Vincent Lemieux a étudié les liens qui pourraient exister entre les régions et le vote pour les libéraux durant la décennie 1980. Il trouva à l'époque sensiblement les mêmes résultats qu'en 2003 par Drouilly et en 2007-2008 par Bélanger et Nadeau : les trois régions où l'appui aux libéraux est le plus élevé sont Montréal-Centre Ouest,

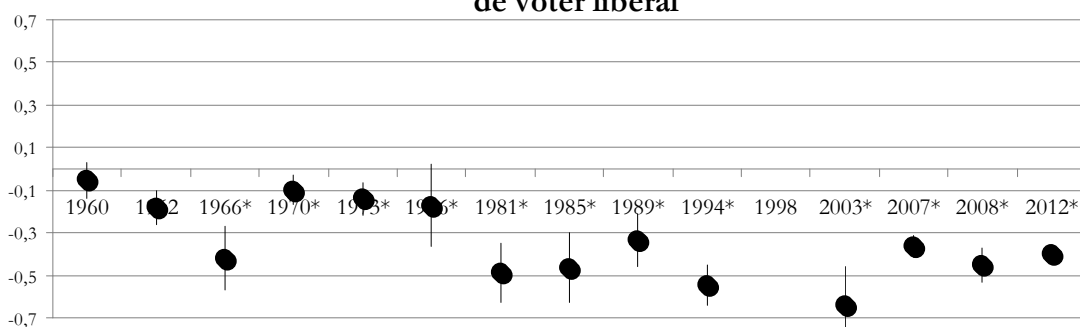
l'Outaouais et l'Estrie (Lemieux, 1988 : 50). Il spécifie que l'Outaouais porte en elle un grand nombre de non-francophones et comprend la région voisine à la capitale fédérale nationale alors que la partie ouest de Montréal a un double statut : celui d'être dans la métropole (ce qui influence le comportement électoral) et d'être non francophone (Lemieux, 1988 : 56). Tel qu'explicité au chapitre précédent, la variable de la région n'a pas été incluse dans notre analyse pour des raisons des problèmes de constance dans la façon de mesurer la région de provenance.

Nous croyons que la remarque suivante faite par Drouilly est pertinente pour conclure cette section sur la langue : « Depuis plus de 30 ans (en fait depuis un siècle), les électeurs non francophones s'opposent massivement aux partis nationalistes du Québec » (Drouilly, 2005 : 603). Ainsi, l'hypothèse qui est formulée pour la variable de la langue est : *les anglophones et les allophones favorisent plus le Parti libéral que les autres partis, et les anglophones, dans une plus grande proportion que les allophones. Les francophones préfèrent les autres partis aux libéraux*. Pour vérifier si cette hypothèse est confirmée, il faut interpréter les effets marginaux de chacune des catégories de la langue que l'on trouve dans les Figures 1, 2 et 3.

La Figure 1 montre l'évolution à travers le temps de l'impact de la langue française sur la probabilité de voter pour le Parti libéral. Pour toutes les années d'élection, nous voyons qu'être francophone a un impact négatif sur le fait de voter libéral. En 1960, on voit que cet impact est moins fort. Lors des deux élections tenues une année avant ou une année après un référendum sur la souveraineté (1981 et 1994), la probabilité de voter

libéral diminue respectivement de 50 et de 54 points de pourcentage. On voit qu'après la décennie 1980, même après la première élection gagnée par le Parti québécois, les libéraux ont beaucoup de difficulté à séduire l'électorat francophone. On voit aussi qu'aucun chef libéral après Bourassa n'aura réussi à attirer autant de francophones alors que la probabilité de voter libéral ne diminue que de 33 points de pourcentage pour le scrutin de 1989. Jean Charest semble avoir presque réussi à faire ce gain en 2007 avec son gouvernement minoritaire avec 36 points de pourcentage comparativement à 2003, par exemple, où la probabilité de voter libéral en étant francophone diminuait de 55 points de pourcentage. Ce taux est presque aussi bas qu'en 1994, un an avant le référendum.

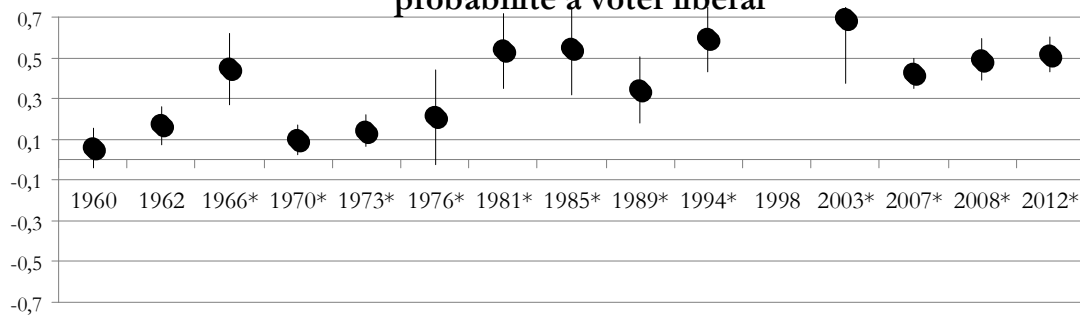
Figure 1 - Effets marginaux des francophones sur la probabilité de voter libéral



À la Figure 2, on voit les effets marginaux associés au fait d'être anglophone sur le vote libéral. Contrairement à la Figure 1, le fait d'être anglophone a toujours un impact positif sur le fait de voter pour le PLQ à travers le temps. Encore une fois, pour l'élection de 1960, l'impact de l'anglophonie est faible, moins de 10 points, mais reste positif. Depuis les années 1970, on voit qu'il y a une nette évolution positive de l'effet d'être anglophone sur le vote libéral. Une brèche importante apparaît lors du scrutin de 1989. Cela s'explique facilement par la formation du Parti égalité mentionné plus haut pour le

scrutin de 1989. Le parti réussit à faire élire 4 députés dans la région de Montréal où se trouve une grande concentration d'anglophones. À l'élection suivante, en 1994, on voit que c'est à ce moment que le plus haut taux d'anglophones se rallie envers le Parti libéral. La probabilité de voter libéral augmente de 60 points de pourcentage à cette élection. On voit que l'appui systématique des anglophones envers le Parti libéral se stabilise avec la fin des années 1970. Cela concorde avec la première accession au pouvoir du Parti québécois et sa venue comme parti politique stable du système partisan.

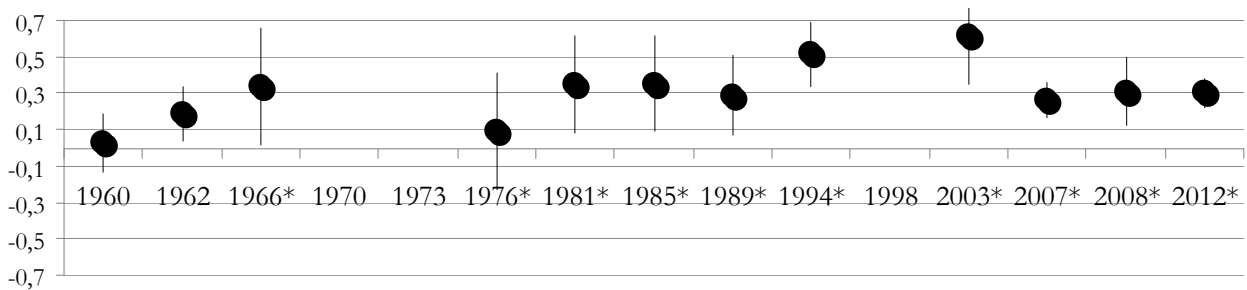
Figure 2 - Effets marginaux des anglophones sur la probabilité à voter libéral



À la Figure 3, on voit les effets marginaux associés au fait d'être allophone sur le vote libéral. Comme à la Figure 2, le fait d'être allophone a toujours un impact positif sur le fait de voter libéral. Nous voyons aussi que cette probabilité de voter pour les libéraux est moins forte que lorsque le répondant est anglophone. On voit qu'encore, lors du scrutin de 1960, l'impact est positif, mais relativement faible. Nous avons vu cette tendance chez les francophones et les anglophones, il semble donc que la langue n'ait pas été un clivage important lors de cette élection. Lors de la première élection gagnante du Parti québécois, en 1976, on aurait pu croire que l'effet allait être plus grand, mais il se situe près de 0. Entre 1981 et 1994, on voit qu'il y a eu une stabilisation dans l'effet d'être allophone sur le vote libéral parce que la probabilité de l'appuyer varie de 30 à 35 points de

pourcentage. Malgré le fait que nous n'ayons pas de données pour le scrutin de 1998, on voit qu'à l'élection quasi-référendaire de 1994, la probabilité de voter pour le PLQ augmente de 51 points pour les allophones. Pour les trois dernières élections, on voit encore une période de stabilisation de l'appui des allophones oscillant entre une probabilité positive de 26 à 30 points de pourcentage.

Figure 3 - Effets marginaux des allophones sur la probabilité à voter libéral



Avec ces résultats diachroniques, il est possible de conclure que nos hypothèses sont confirmées. La langue est une variable explicative importante du vote libéral, mais seulement pour ceux qui sont anglophones ou allophones. En effet, il s'avère que le fait d'être francophone a un impact négatif sur le vote libéral. Le deuxième indicateur fort pouvant expliquer le vote libéral à travers le temps qui sera examiné ici est l'âge.

3.2 L'âge

Dans leur étude de 1984, Blais et Nadeau énoncent qu'après la langue, l'âge est la « variable qui influence le plus le comportement électoral au Québec » (Blais et Nadeau, 1984 : 287). Ainsi, la deuxième section de ce chapitre se concentrera sur l'évolution de

l'appui au Parti libéral du Québec selon les catégories d'âge. Cette division est d'autant plus pertinente car l'âge d'un individu influence le type d'enjeux qui sont importants pour celui-ci (Wagner et Kritzinger, 2012 : 285). Pour l'élection de 1960, Vincent Lemieux nous informe que les électeurs du Parti libéral sont en moyenne plus jeunes que ceux de l'Union nationale (Lemieux, 1993 :125). Toutefois, il ne faut pas prendre cette donnée en elle-même. Dans les sondages qu'il utilise, on voit souvent que la classe des 18-24 ans est celle qui appuie le moins le PLQ alors que ce parti maintient tout de même des appuis légèrement plus élevés dans toutes les autres tranches d'âge. Il faut donc faire attention avec cette mesure de tendance centrale. Grâce aux données de sa propre enquête, Maurice Pinard, a conclu que l'âge n'a pas d'impact réel sur le vote libéral sauf chez les 60 ans et plus et ce, autant à Montréal que dans les autres régions de la province (GRS, 1962 : 13).

Lemieux, Blais et Gilbert ont observé une relation positive entre l'âge des électeurs et le vote libéral, mais cette relation apparaît encore plus claire pour l'Union nationale. En ce sens, « 70% des électeurs de 55 ans et plus ont l'intention d'appuyer les partis traditionnels (Lemieux et al., 1970 : 65). On se rappellera que 1970 représente l'année où le Parti québécois est apparu sur la scène électorale et où le Ralliement créditiste de Camil Samson récolta plus de 10% des voix – les partis traditionnels sont donc les libéraux et les unionistes. En 1970, la région de provenance influençait le vote approximativement au même degré que l'âge de l'électeur (Blais et Nadeau, 1984 : 311).

André Blais et Richard Nadeau ont réalisé une enquête en collaboration avec le Centre de sondage de l'Université de Montréal concernant l'évolution de la clientèle électorale du Parti québécois entre 1970 et 1981. Même si leur étude se concentre sur le PQ, ses conclusions sont tout de même pertinentes pour nos travaux puisque les différences dans l'appui aux deux partis y sont tout de même soulignées. Pour les élections de 1973 et de 1976, l'âge est la variable qui influence le plus les électeurs. Les jeunes entre 18 et 24 ans (et plus spécialement les très jeunes de 18-19 ans) se tournent généralement vers le Parti québécois lors de l'élection de 1973, alors que les 55 ans et plus sont la tranche d'âge qui appuie le moins le Parti québécois (Blais et Nadeau, 1984 : 308). Cette donnée corrobore les propos de Vincent Lemieux. Pour les élections de 1973 et de 1976, Vincent Lemieux dit que les « meilleurs alliés » du PLQ sont essentiellement devenus les 55 ans et plus (Lemieux, 1993 : 126), même si auparavant c'était plutôt l'Union nationale qui récoltait cette partie de l'électorat, mais le déclin de ce parti devenait imminent. Ainsi, les électeurs de cette tranche d'âge se tournent plutôt vers un parti susceptible de gagner. Avec ces résultats, il ne faut pas non plus oublier que 1976 représente la première élection où le Parti québécois prend le pouvoir.

De plus, cette tendance libérale s'accroît avec le temps et aussi avec l'âge : entre 1981 et 1985, 60% des électeurs de 65 ans et plus projetaient leur intention de vote sur le Parti libéral (Lemieux, 1993 : 152). C'est une tendance inverse à ce que cet auteur avait trouvé pour la décennie 1960, mais les 18-24 appuient en plus grande partie les libéraux que leurs comparses âgés de 25 à 34 ans (Lemieux, 1993 : 152). En 1985, les libéraux avaient réussi à séduire une partie des nouveaux électeurs (18-24 ans), mais cette

proportion diminue pour l'élection de 1989. À l'élection de 1981, on retrouve sensiblement le même résultat que ce que Vincent Lemieux avait trouvé en utilisant des données des grandes firmes de sondage. Blais et Nadeau trouvent que les électeurs nés en 1915 ou avant « n'appuient le PQ que dans une proportion inférieure à 45% » (Blais et Nadeau, 1984 : 287). Autrement dit, les libéraux sont plus populaires chez les gens âgés de 66 ans et plus. Les deux chercheurs expliquent ce phénomène en reliant cette tranche d'âge et la retraite. Cette explication est également valide pour l'élection de 1976, mais pas celle de 1973 (Blais et Nadeau, 1984 : 308). Selon eux, le spectre de la souveraineté amènerait des conséquences inattendues et rendrait l'existence des retraités moins sécuritaire. Leur « quête de stabilité » (Blais et Nadeau, 1984 : 290) les pousserait donc à voter pour les libéraux plutôt que pour les péquistes.

Pour le scrutin de 1994, le fait d'être âgé de plus de 55 ans a un impact négatif sur le vote péquiste (Nadeau et Bélanger, 1999 : 210), cette catégorie d'âge favoriserait plutôt le vote libéral. De plus, en croisant les données sur l'âge et la langue, les francophones de plus de 55 ans ont voté pour les libéraux dans une proportion de 52%. Pour la tranche d'âge des 18-34 ans, les francophones ont appuyé les libéraux à hauteur de 30%. Ainsi, les libéraux sont moins populaires chez les tranches d'âge plus jeunes.

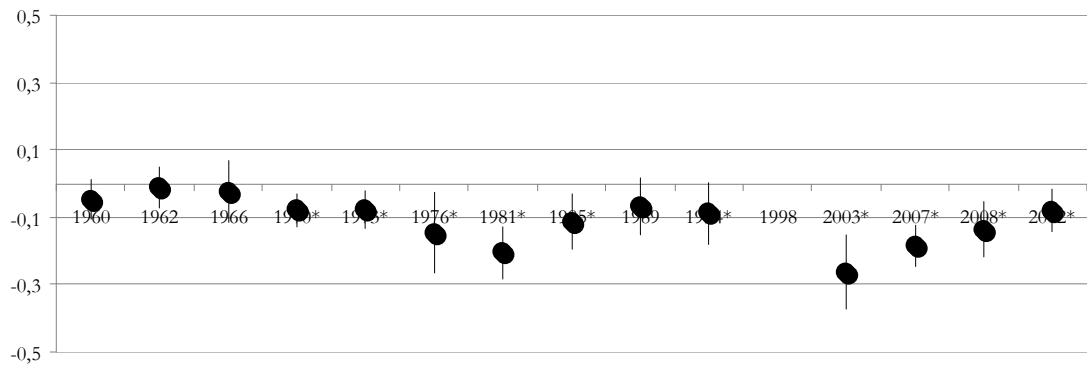
Suite aux conclusions précédentes, les résultats quant à l'âge ne sont pas étonnants pour 2007-2008. Les électeurs libéraux sont en moyenne plus âgés que les électeurs des autres partis (Bélanger et Nadeau, 2009 : 66). De plus, cette différence est significative. « Le seul clivage fondé sur l'âge est celui qui oppose la clientèle libérale

plus âgée à celle des autres partis. » (2009 : 69). C'est donc une variable déterminante. Pour 2008, les auteurs voient que les électeurs plus âgés du Québec se tournent soit vers l'Action démocratique du Québec, soit vers le Parti libéral, mais qu'encre une fois, les électeurs libéraux sont significativement plus âgés (Bélanger et Nadeau, 2009 : 110).

Somme toute, nous faisons l'hypothèse que *seule la tranche d'âge des 55 ans et plus aura un impact positif significatif sur le vote libéral*. De plus, nous émettons l'hypothèse qu'il y *aurait donc, à cet égard, un effet de cycle de vie favorisant le Parti libéral*.

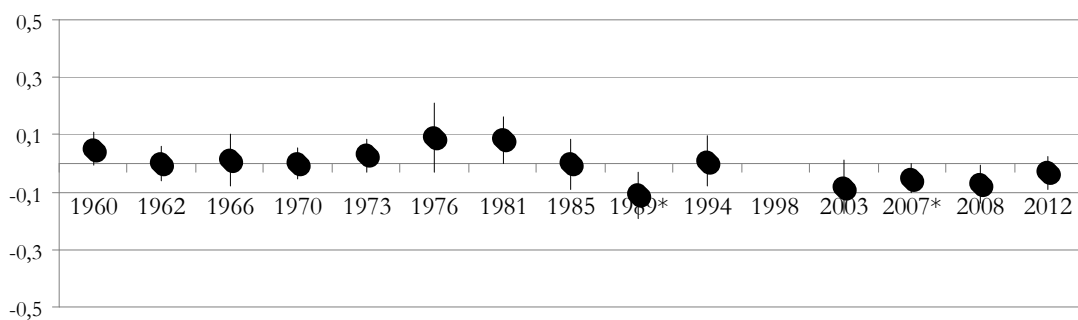
La Figure 4 représente les effets marginaux de voter libéral chez les 18-34 ans. On voit pour les trois premières élections que les effets sont négatifs, mais presque nuls puisque les effets se rapprochent de zéro. À partir de 1970 jusqu'à l'élection de 1981, la probabilité chez les jeunes de ne pas voter pour le PLQ augmente, mais atteint à peine les 20 points de pourcentage. Pour les scrutins de 1985 et de 1989, on voit que les années de gouvernance sous Robert Bourassa ont enrayé la défection des jeunes vis-à-vis le Parti libéral : la probabilité de ne pas voter libéral n'est que de 5 à 10 points. En 1994, le fait d'avoir entre 18 et 34 ans a un impact négatif, mais faible puisque nous ne sommes qu'à 8 points en deçà du zéro. L'élection de 2003 est celle où la probabilité de voter libéral est la plus fortement négative (moins 22 points de pourcentage), mais la tendance pour les 10 dernières années semblent vouloir présager une diminution de cet impact négatif. Cet effet est presque nul pour l'élection de 2012. Ainsi, la frange plus jeune de la population ne semble pas avoir eu d'impact sur le vote libéral en 2012.

Figure 4 - Effets marginaux des 18-34 ans sur la probabilité de voter libéral



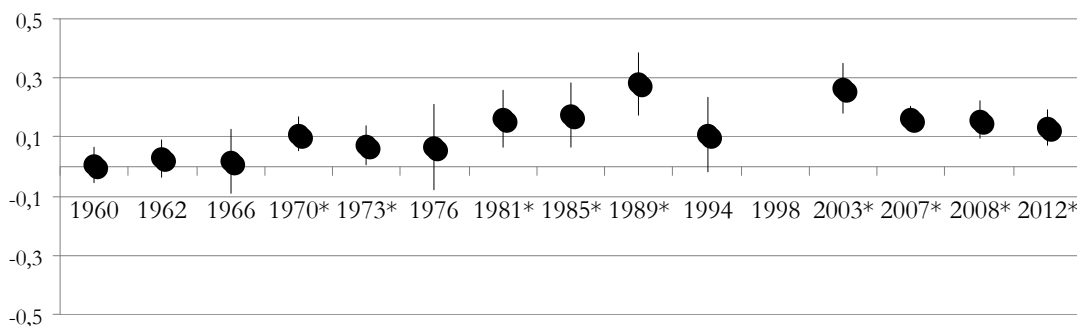
À la Figure 5, on voit les effets marginaux pour la catégorie d'âge des 35 à 54 ans. Entre 1960 et 1973, cette tranche de la population n'a visiblement pas d'impact sur le vote libéral. Pour les scrutins de 1976 et de 1981, tous deux gagnés par le Parti québécois, la probabilité de voter pour le Parti libéral augmente de 8 points de pourcentage. Pour toutes les élections entre 1989 et 2012, l'impact est négatif sauf pour l'élection de 1994 où l'effet est nul. Toutefois, pour toutes ces élections, l'effet est près de zéro sauf en 1989, où on voit un effet plus fort, car la probabilité de voter libéral diminue de 11 points de pourcentage à ce moment. Bref, cette catégorie d'âge n'a pas beaucoup d'impact sur le vote libéral pour toute la période étudiée et lorsqu'il y a un impact, cet impact est plutôt négligeable.

Figure 5 - Effets marginaux des 35-54 ans sur le vote libéral



À la Figure 6, nous voyons les effets marginaux de la catégorie des personnes âgées de plus de 55 ans sur le vote libéral. Tel que vu pour les deux tranches d'âge précédentes, pour les scrutins de 1960, 1962 et 1966, l'impact est presque nul puisque l'effet se colle au zéro. Pour les élections de la décennie 1970, l'effet est positif mais la probabilité de voter libéral oscille entre 7 et 11 points de pourcentage. Pour la décennie 1980, l'effet est toujours positif et la probabilité de voter libéral augmente allant même jusqu'à près de 30 points de pourcentage en 1989. Avec l'élection quasi-référendaire de 1994, la probabilité de voter pour le PLQ n'augmente que de 11 points de pourcentage. Pour les 4 élections de la décennie 2000, la probabilité de voter libéral augmentait de 20 points de pourcentage alors qu'en 2012, cet effet n'était que de 12 points de pourcentage.

Figure 6 - Effets marginaux des 55 ans et plus sur la probabilité de voter libéral



Somme toute, les catégories des 18-34 ans et des 35-54 ans n'ont pas beaucoup d'impact sur le vote libéral et il est même parfois négatif dans la catégorie la plus jeune. La catégorie des 55 ans et plus a, quant à elle, un effet positif sur le vote libéral pour toute la période étudiée. Ainsi, notre hypothèse est confirmée : dans le cas du vote libéral, seule la tranche d'âges des 55 ans et plus est significativement positive et on voit un effet de cycle de vie. Plus les gens vieillissent, plus ils votent pour le Parti libéral. Dans une étude comparative du Royaume-Uni et de l'Allemagne de l'Ouest, Goerres (2008) a

observé que plus les électeurs vieillissent, plus ils sont susceptibles de voter pour un parti de masse et qui a souvent été au pouvoir. Cela concorderait assez bien avec le cas du Parti libéral du Québec. Il faut maintenant vérifier l'hypothèse générationnelle pour essayer d'expliquer la persistance du PLQ dans le système partisan québécois.

3.3 Les générations

La deuxième partie de l'analyse portant sur le variable de l'âge traite des effets générationnels. Ces analyses additionnelles nous permettent aussi de vérifier l'effet de cycle de vie chez chaque génération. Tel que mentionné dans la partie méthodologique, je reprends la catégorisation faite par Johnston (1992), Blais et al. (2004) et par Gélneau et Teyssier (2012). Ce sont ces cinq groupes : les pré-baby-boomers (nés avant 1945), les baby-boomers (nés entre 1945 et 1959), ainsi que les électeurs nés au cours des années soixante (nés entre 1960 et 1969), au cours des années soixante-dix (nés entre 1970 et 1979) et au cours des années quatre-vingts (nés entre 1980 et 1989). Je devrai donc comparer le vote pour le PLQ pour ces différentes générations à plusieurs moments dans le temps : lorsque chaque génération avait 20, 30, 40, 50, 60, 70 et 80 ans (Blais et al., 2004 : 225), donc pour chaque élection. Ces études ont toutes porté sur la participation électorale et aucune n'a regardé l'appui à un parti politique.

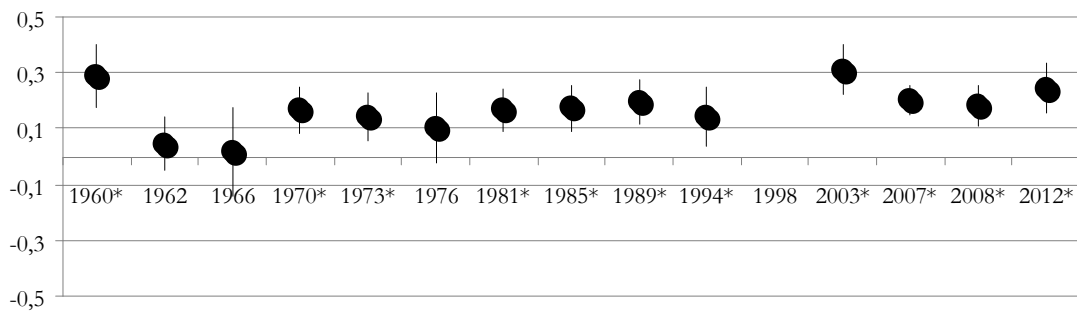
L'hypothèse faite pour les effets générationnels est que *la génération née avant 1945 (les pré-baby-boomers) appuie davantage les libéraux à travers le temps comparativement aux autres générations*. À la Figure 7, on voit qu'il y a parmi cette

génération un fort appui aux libéraux au scrutin de 1960, avec une augmentation de près de 30 points de pourcentage de la probabilité de voter libéral. C'était l'élection où les libéraux ont gagné avec l'équipe du tonnerre de Jean Lesage. L'appui libéral chez cette génération diminue aux deux scrutins suivants de façon significative en s'approchant de zéro, donc qu'il n'y aurait aucun effet. Ensuite, entre 1970 et 1994, il y a un appui systématique de cette génération aux libéraux : la probabilité de voter libéral augmente entre 10 points (lors de l'élection majoritaire du PQ) jusqu'à 20 points (avec le retour de Robert Bourassa). Pour la décennie 2000, la probabilité de voter libéral augmente d'environ 20 points de pourcentage à chaque scrutin. La théorie nous apprend que la socialisation politique d'une génération lorsqu'elle est jeune peut influencer son comportement électoral plus tard. Un important théoricien des générations, Karl Mannheim, « insiste sur l'importance des expériences historiques communes en termes d'influence sur la formation des générations » (Braungart et Braungart, 1989 : 14). Les pré-baby-boomers ont été socialisés lors des Guerres mondiales et ont connu la Grande dépression.

D'autre part, Wagner et Kritzinger (2012 : 288) trouvent que les personnes âgées considèrent généralement un moins grand nombre de partis lorsque vient le temps de voter. Les derniers-nés de cette génération ont voté pour la première fois au scrutin de 1956 et, à l'élection suivante, le Parti libéral a remporté la victoire. En effet, à ce moment, il n'y avait que l'Union nationale et le PLQ qui se faisaient compétition réellement, ce qui pourrait possiblement expliquer une partie du vote systématique des pré-boomers aux libéraux. De plus, l'effet de domination d'un parti dans le système,

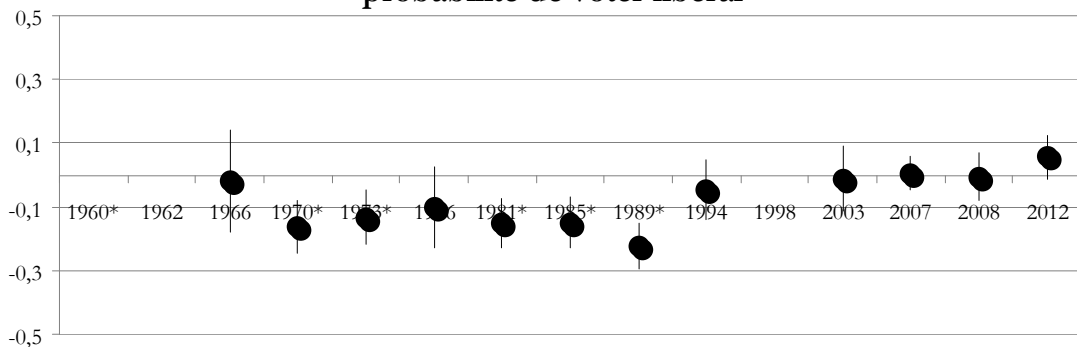
lorsque les électeurs sont jeunes, est plus durable et l'identification à ce parti s'accroît à travers le temps (Goerres, 2008 : 286). Autrement dit, ils ne voteront pas pour un parti qui n'existait pas lorsqu'ils ont été socialisés.

Figure 7 - Effets marginaux des pré-baby-boomers sur la probabilité de voter libéral



En ce qui a trait à la génération des baby-boomers (Figure 8), celle-ci a un effet négatif d'au moins 10 points de pourcentage, sauf pour les élections de 1966 et de 1994 où l'effet est presque nul. La tendance semble bouger un peu dans la décennie des années 2000. Pour 2003, 2007 et 2008, l'effet est non significatif puisqu'il est près de zéro. En 2012, on voit un retour de l'effet positif de 6 points, toutefois très minime encore. Cela concorderait également avec l'effet de cycle de vie. En 2003, les baby-boomers avaient entre 44 et 58 ans et ont plus voté pour les libéraux que pendant leur jeunesse.

Figure 8 - Effets marginaux des baby-boomers sur la probabilité de voter libéral



La génération née dans les années 1960 (voir Annexe C) est plus difficile à analyser – il n’y a pas de tendances générales qui s’en dégagent. Entre le scrutin de 1981 (le premier auquel ils ont pu voter) et celui de 1989, l’appui aux libéraux varie du négatif (13 points) vers le positif (7 points). À l’élection de 1994, cet appui est positif mais presque à zéro. Ensuite, en 2003, la probabilité de voter libéral est négative de 17 points pour cette génération au moment où elle a entre 34 et 43 ans. Pour les 3 scrutins suivants, cela remonte jusqu’à se stabiliser près de zéro. Il semblerait que cette génération ne vote pas plus libéral de façon continue en vieillissant, mais qu’elle a subi deux vagues d’appui aux libéraux. Toutefois, l’effet de cycle de vie apparaît après l’atteinte des 55 années d’âge. Il faudra donc attendre des élections subséquentes pour mieux vérifier l’effet de cycle de vie chez cette génération.

La génération née au cours des années 1970 (voir Annexe C) vote pour la première fois au scrutin de 1989. La probabilité de voter libéral diminue de 10 points en 1989 et de 20 points en 1994. En 2003, la probabilité était encore une fois négative et la probabilité diminuait jusqu’à 25 points de pourcentage. Toutefois, pour les scrutins de 2007 et de 2008, cette probabilité, toujours négative, diminue cette fois de 12 points alors qu’en 2012, l’effet marginal s’approche de zéro. Cette génération est encore trop jeune pour vérifier l’effet de cycle de vie même s’il semble y avoir un intérêt marqué pour les libéraux qui augmente au cours de la décennie 2000, soit au fur et à mesure que cette génération vieillit.

La génération 1980 a seulement pu voter dans les 4 dernières élections et, pour un nombre restreint de personnes à l'élection de 2003 (seulement les plus âgés (23 ans) ont voté à ce scrutin). En 2007, 2008 et 2012, l'impact est négatif sur le vote libéral pour les personnes de la génération 1980. Cela concorde avec la théorie puisqu'ils sont âgés de moins de 32 ans.

3.4 La position dans la structure sociale

Cette partie de la revue de la littérature est un peu plus complexe puisque les indicateurs utilisés ne sont pas très standardisés à travers le temps. Par exemple, l'usage du langage de « classe sociale » est beaucoup moins répandu qu'auparavant pour l'étude du comportement électoral. Il semble tout de même vouloir se dégager quelques tendances quant à certaines catégories sociales qui pourront nous être utiles pour étudier la clientèle du Parti libéral. Toutefois, comme on le verra, les élections des décennies 1960 et 1970 ont été scrutées plus systématiquement, alors que jusqu'à l'élection de 2007, peu de choses ont été écrites rendant ainsi cette analyse d'autant plus pertinente. L'analyse des résultats se concentrera donc sur les catégories de revenus, qui ont été divisées en tiers pour toutes les élections, et sur le statut occupationnel des électeurs.

Premièrement, avec les études réalisées par Maurice Pinard aux scrutins de 1960 et de 1962, celui-ci conclut qu'au Québec, il n'y a pas d'association réelle à faire entre le vote et la classe sociale subjective, c'est-à-dire celle à laquelle on prétend appartenir (Pinard, 1969 : 145). Le vote serait plutôt associé à d'autres déterminants (par exemple,

l'occupation, le revenu et la scolarité) qui eux seraient liés à des classes sociales. En regardant l'évolution du vote entre 1960 et 1962, on voit que les libéraux ont fait des gains dans environ toutes les catégories d'occupation – sauf chez les agriculteurs et, dans une plus grande mesure, chez les vendeurs (GRS, 1962 : 10). En 1962, les électeurs qui sont salariés étaient plus favorables aux libéraux. Les agriculteurs et les petits commerçants qui travaillent à leur compte (Pinard, 1969: 149) appuient plutôt l'Union nationale. Aussi, plus le revenu était élevé, plus les électeurs étaient favorables au gouvernement libéral (GRS, 1962 : 3). À ce sujet, nous pouvons aussi ajouter que les centres ruraux favorisaient l'Union nationale (Pinard, 1969 :167). « Le Parti libéral du Québec est le parti des classes moyennes des grands centres urbains » (Pinard, 1969: 178). En regardant uniquement la grande région de Montréal en 1966, les milieux plus aisés financièrement appuyaient en majorité les libéraux alors que les milieux ouvriers appuyaient les unionistes (Pinard, 1969: 145). À cet égard, il existe un certain paradoxe puisque l'Union nationale est plus à droite que le Parti libéral à cette époque et que les classes plus bourgeoises, pour reprendre les termes utilisés par l'auteur, appuient les libéraux et que les classes ouvrières appuient les unionistes. Le vote de classe s'opérerait de façon opposée aux intérêts réels de celle-ci quant au parti appuyé. Pinard offre une analyse pour cette situation qui lui semble être particulière au Québec. D'une part, il conclut que ce ne sont pas tellement les ouvriers qui seraient conservateurs, mais plutôt les électeurs de la classe moyenne et bourgeoise qui adopteraient une attitude libérale (Pinard, 1969 : 155). D'autre part, la classe ouvrière serait plus nationaliste que les autres classes ce qui favoriserait leur vote envers l'Union nationale, qui n'était pas seulement un

parti de droite, mais très nationaliste (Pinard, 1969 : 159). Cette tâche est facilitée par les discours populistes du chef Maurice Duplessis.

Avec un regard longitudinal, Lemieux conclut que de « 1962 à 1976, les administrateurs et les propriétaires d'entreprises ainsi que les commerçants et les employés ont donné les meilleurs appuis au PLQ. » (Lemieux, 1993 : 126). Il ajoute à cela que la catégorie qui offre le moins son appui aux libéraux, ce sont les étudiants.

Quant à leur profession, les électeurs de 1970 sont assez éclatés entre les partis traditionnels (UN et PLQ) et les nouveaux tiers-partis qui émergent lors de cette élection (Créditiste et PQ). En effet, les vieux partis reçoivent le vote des petits propriétaires, des commerçants, des artisans et des cultivateurs (Lemieux et al., 1970 : 65). Plus particulièrement, les vendeurs appuient en masse les libéraux. D'autre part, les ouvriers appuient en masse le Ralliement créditiste alors que les étudiants sont très favorables au PQ. Dans le même ordre d'idées, « le PLQ et l'UN sont très forts relativement chez les occupations moyenne inférieures. » (Lemieux et al., 1970 : 68). Après une analyse plus exhaustive faite par les chercheurs, ils en viennent à conclure que si le degré d'association est si fort c'est en raison de l'interaction entre l'âge et la scolarité sur le type d'occupation des électeurs (Lemieux et al., 1970 : 74). À l'élection de 1973, « French-Canadians who voted P.Q. is larger in the working class than in the middle class as a whole. » (Hamilton et Pinard, 1977 : 252). De même, à l'élection de 1976, les électeurs qui arrivent à la retraite ou qui sont retraités délaissent le PQ pour se tourner vers les libéraux et cela ne serait aucunement lié à une question de revenu puisqu'il n'y a

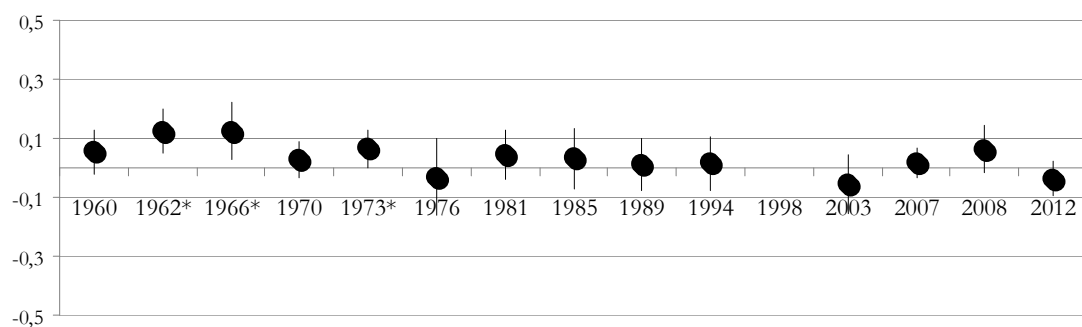
pas d'effet statistiquement significatif (Blais et Nadeau, 1984 : 302). D'autre part, les ouvriers ont beaucoup plus tendance à appuyer les péquistes que les libéraux (1984 : 303).

En 2007, les électeurs libéraux n'étaient pas nécessairement plus fortunés que les électeurs des autres partis alors qu'en 2008, leur base électorale était plus fortunée que celle des autres partis (Bélanger et Nadeau, 2009 : 66, 111). Ainsi, il y a eu une légère variation à ce niveau entre 2007 et 2008. En ce qui concerne le statut occupationnel, les auteurs (Bélanger et Nadeau, 2012 : 175) ont observé que 25,9% de la clientèle électorale du PLQ était salariée pour 2007 et 2008, ce qui représente une proportion beaucoup plus faible que pour les autres partis. On voit aussi que les travailleurs autonomes représentaient 29% de l'électorat libéral, se situant ainsi entre le PQ (33%) et l'ADQ (27,5%) (*Ibid*). De plus, 29,4% des répondants se trouvant sur le chômage ont voté pour les libéraux, faisant en sorte que le parti se situe encore une fois entre le PQ (32,4%) et l'ADQ (25%). Pour les répondants ayant une occupation autre que celles mentionnées ci-haut, c'est parmi cette catégorie que les libéraux connaissent leur meilleur score. En effet, 38% des répondants ayant une occupation autre ont voté pour les libéraux (*Ibid*). Pour conclure, *nous émettons l'hypothèse que la frange de la population avec un revenu élevé favorisera plus les libéraux que les autres; et, que les retraités appuieront systématiquement les libéraux aussi.*

Nous allons commencer l'analyse en regardant les trois catégories de revenu. Les résultats d'effets marginaux pour la catégorie de revenu bas sont généralement négatifs

sinon oscillant à quelques centimes près du zéro. Deux élections (1989 et 1994) font exception à cette tendance générale car la probabilité de voter libéral augmente de 15 points de pourcentage. L'analyse pour la catégorie de revenu moyen est similaire. La majorité des effets marginaux oscillent à quelques centimes du zéro sauf pour les élections de 1989 et de 1994 où la probabilité de voter libéral augmente respectivement de 13 points et de 7 points. La catégorie qui a le plus d'impact sur le vote libéral est la catégorie de revenu élevé (Figure 9) tel que le laissait présager la revue de littérature. Les effets sont tous positifs sur le vote libéral sauf pour les élections de 1976, de 2003 et de 2012. Les effets marginaux de ces élections sont négatifs, mais très près de zéro. L'impact le plus important s'observe en 1994 car la probabilité de voter libéral y augmentait de 14 points de pourcentage. Avoir un revenu élevé est donc un indicateur qui aide à prédire le vote libéral, mais dans une moins grande importance que la langue ou l'âge.

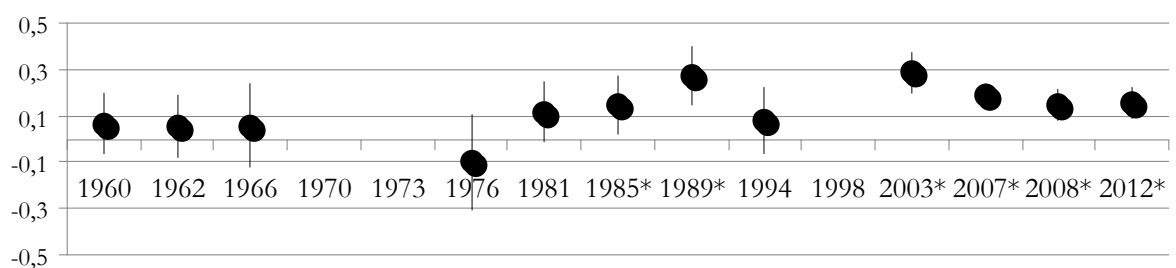
Figure 9 - Effets marginaux du fait d'avoir un revenu élevé sur la probabilité de voter libéral



Maintenant, nous allons procéder à l'analyse du statut occupationnel des répondants. La revue de littérature laisse entendre que les personnes retraitées ou sur le point de l'être auraient plus tendance à appuyer les libéraux que les autres personnes avec

un statut occupationnel différent. En effet, pour toute la période étudiée, être retraité a un effet positif sur le vote libéral sauf pour le scrutin de 1976 où la retraite diminuait la probabilité de voter libéral de 9 points. Comme on peut le voir à la Figure 10, pour la décennie de 1960, la probabilité de voter libéral augmente de 5 et 6 points de pourcentage. Pour les trois élections de la décennie 1980, la probabilité de voter libéral augmente à chaque élection. En 1981, c'était 11 points de pourcentage; en 1985, 14 points et finalement, en 1989, la probabilité augmentait de 27 points de pourcentage. L'appui diminue à l'élection suivante, tout en restant positif avec 7 points de pourcentage. En 2003, la probabilité de voter libéral augmentait de 24 points de pourcentage. Entre 2007 et 2012, la probabilité de voter libéral varie de 19 points de pourcentage à 15 points de pourcentage. Bref, les retraités représentent définitivement une classe d'appui pour le Parti libéral du Québec. Cela concorde avec la thèse de l'effet de cycle de vie puisque la retraite est un statut qui s'acquiert généralement avec l'atteinte, au minimum, des 55 ans – dépendamment du régime de retraite. En plus de possiblement voir un effet de cycle de vie, on voit que la retraite avait un effet moins important au début de la période étudiée et s'accroît au fur et à mesure. Ainsi, l'effet générationnel des pré-baby-boomers pourrait aussi se déceler en regardant le statut occupationnel. Les pré-baby-boomers les plus jeunes avaient donc 58, 62, 63 et 67 ans lors des quatre dernières élections.

Figure 10 - Effets marginaux du fait d'être retraité sur la probabilité de voter libéral



Les autres tableaux longitudinaux des effets marginaux pour chaque autre type de statut occupationnel se trouvent en annexe parce que, mis à part les retraités, il n'y a pas d'autre type d'occupation qui constitue une classe d'appui forte au Parti libéral. On trouve aussi la catégorie qui est hors du marché du travail - comme les femmes au foyer ou les personnes qui sont inaptes au travail - qui semble appuyer le Parti libéral de façon systématique, mais pas de façon très forte. En effet, en 2007, on trouve que la probabilité de voter libéral augmente de 13 points chez les individus appartenant à cette catégorie. Pour les autres élections, l'appui oscille de quelques points au-dessus de zéro et de quelques centimes de points au-dessous de zéro. Ainsi, il n'est pas possible de dégager une conclusion générale quant à l'appui aux libéraux parmi cette catégorie d'occupation. Le fait d'être sans-emploi, d'être salarié et d'être étudiant a généralement un effet négatif sur le vote libéral. Ces tableaux sont disponibles en Annexe C.

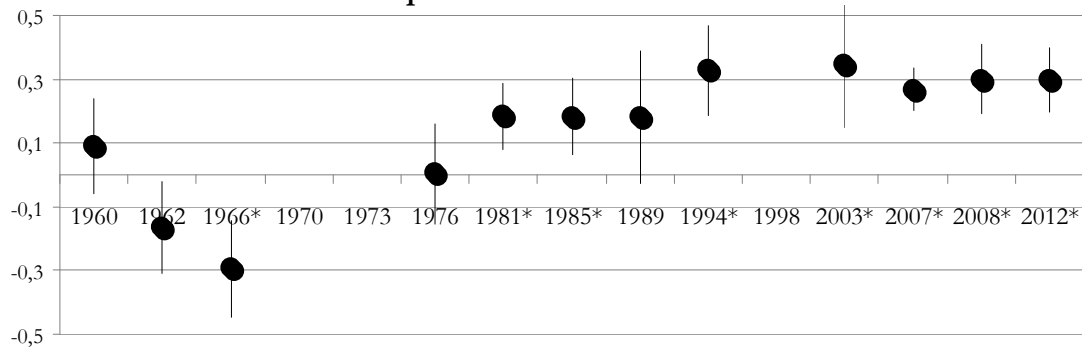
3.5 La pratique religieuse

La science politique québécoise s'est très peu intéressée aux liens entre le degré de pratique religieuse et la participation politique, incluant notamment le vote. Ainsi, la première étude du comportement électoral au Québec qui considère cette variable comme entrant dans les modèles d'explication du vote est celle de Richard Nadeau et d'Éric Bélanger. Ils ont trouvé des résultats intéressants pour le Parti libéral du Québec. En ce qui a trait à la pratique religieuse pour les élections de 2007 et de 2008, mesurée en termes de la fréquence d'assistance à la messe par année, les électeurs libéraux sont ceux qui pratiquent le plus. Toutefois, la différence reste tout de même faible entre la pratique

des libéraux et celle des adéquistes (Bélanger et Nadeau, 2009 : 66, 109). Pour l'élection de 2012, les deux mêmes chercheurs trouvent encore un lien fort entre le vote libéral et une forte pratique religieuse. Ils trouvent un effet indépendant (2013 :19) de cette variable sur le vote libéral tout en contrôlant pour une multitude d'autres variables. Toutefois, les auteurs n'offrent pas de motivation théorique claire pour expliquer ces résultats. Les autres études sur le sujet ont majoritairement porté sur des pays européens. Par exemple, Dalton et Klingemann trouvent un lien entre la religiosité (mesurée sur une échelle de religiosité, la fréquentation du lieu de culte et la fréquence des prières) et le vote pour des partis de droite et des partis chrétiens-démocrates (2009 :21). Cela est vrai pour 30 des 35 pays étudiés par ces auteurs. Ainsi, *nous faisons l'hypothèse que les gens plus pratiquants votent libéral.*

En regardant la Figure 11, on voit qu'entre les élections de 1960 et 1966, l'effet sur le vote passe de positif à négatif et diminue la probabilité de voter pour le PLQ jusqu'à 29 points de pourcentage. Les sondages de 1970 et de 1973 ne posaient pas la question de la pratique religieuse. En 1976, l'impact de la religiosité est positif, mais se colle sur le zéro, donc on parlera plutôt d'un impact nul. À partir de l'élection de 1981, tous les effets sont positifs. Pour les trois élections de la décennie 1980, la probabilité de voter libéral augmente de 18 points. Pour 1994 et 2003, la probabilité augmente jusqu'à 32 et 30 points respectivement. Par la suite, pour les trois autres élections des années 2000, l'effet passe de 26 points à 29 points de pourcentage. Ainsi, la pratique religieuse devient un important indicateur de prédiction du vote libéral.

Figure 11 - Effets marginaux de la pratique religieuse sur la probabilité à voter libéral



La pratique religieuse est la variable qui clôt cette section sur les variables explicatives fortes du vote libéral. Nous avons vu que les anglophones et les allophones sont plus susceptibles de voter libéral que les francophones. Nous avons aussi exploré les thèses de l'effet de cycle de vie qui ont été confirmées : plus les gens vieillissent, plus ils votent libéral et cela s'est avéré vrai chez les pré-baby-boomers, chez les boomers et possiblement chez la génération née dans les années 1960. De plus, cette section nous a permis d'observer un effet générationnel sur le vote libéral : une grande partie des pré-baby-boomers, donc ceux nés avant 1945, ont appuyé le Parti libéral toute leur vie. Ensuite, nous avons vu que les gens ayant un revenu plus élevé et les retraités votent davantage pour le Parti libéral. En dernier lieu, nous avons vu que plus les gens pratiquaient leur religion, plus ils avaient tendance à voter libéral et que cela était apparent depuis l'élection de 1981. Puisque cette section se concentrait sur les variables explicatives « fortes » du vote libéral, la section qui suit se concentrera sur d'autres variables sociodémographiques qui semblent avoir un effet négligeable sur le vote libéral. Même si cette étude se concentre sur l'explication du vote du Parti libéral, il est improbable de faire une étude de comportement électoral sans inclure les variables de

genre et de scolarité. Une autre variable a été ajoutée et c'est l'appartenance à un syndicat puisque le Parti québécois, le principal adversaire des libéraux depuis la fin des années 1970, a revendiqué la défense des travailleurs et les centrales syndicales ont eu pendant longtemps la souveraineté du Québec dans leur constitution.

Chapitre 4 - Les variables non explicatives du vote libéral

4.1 Le sexe

Une des théories les plus utilisées pour étudier les clivages électoraux liés au sexe est celle de la théorie développementale. Dans la période suivant la Deuxième Guerre mondiale, les femmes adoptaient un comportement électoral plus à droite; elles appuyaient généralement les partis plus conservateurs. Cela est essentiellement vrai dans les démocraties occidentales (Inglehart et Norris, 2000 : 441). Les années 1980 ont ensuite connu un désalignement du vote des femmes, c'est-à-dire que les différences du vote entre les hommes et les femmes se sont amoindries jusqu'à disparaître dans certains pays (2000 : 442). Au cours de la décennie suivante, il semble y avoir eu un réalignement du vote des femmes vers des partis plus à gauche sur le spectre idéologique gauche-droite. Cela est plus vrai parmi les démocraties postindustrielles et moins vrai pour les démocraties postcommunistes tout en ayant contrôlé pour des facteurs sociaux et culturels (2000: 442). Les auteurs expliquent le clivage traditionnel par la religiosité plus forte chez les femmes et le changement de paradigme par la mobilisation autour des enjeux d'égalité des sexes, par l'avènement des valeurs post-matérialistes et par la

croissance d'une identité féministe (2000 : 446). Inglehart et Norris nous apprennent aussi que cette situation a pu être observée au Canada à partir de la décennie 1990 (2000 : 450). Les recherches menées par Erickson et O'Neill sur le cas spécifique du Canada permettent de préciser nos connaissances à ce sujet. Selon elles, le tournant idéologique n'est observable qu'à partir de l'élection fédérale de 1997 : les femmes évitent les partis à droite et donnent leur appui en plus grande proportion à des partis plus à gauche (Erickson et O'Neill, 2002 : 379). Leurs données sur le vote des Québécoises ne permettent toutefois pas d'observer un réalignment du vote des femmes vers des partis à gauche, elles seraient restées dans le clivage traditionnel en étant plus conservatrices. Ce résultat est relativement contre-intuitif selon les chercheuses puisque c'est la province de Québec qui a connu les plus grandes transformations sociales et d'évolution des valeurs collectives (2002 : 380). Bien entendu, cette étude analyse le vote des Québécoises au palier fédéral et non pas au palier provincial, ce qui reste encore à explorer. Tentons de voir quel a été le comportement électoral des femmes au niveau provincial.

En 1962, il y a une plus forte proportion de femmes (60%) que d'hommes (51%) qui sont favorables au Parti libéral du Québec. « Cela est vrai en province et moins à Montréal » (GRS, 1962 : 15). Il est important de préciser que ces analyses ont été faites avec le niveau de satisfaction à l'endroit du gouvernement libéral et non pas avec l'intention de vote. Avec ce résultat, la thèse de la diffusion du féminisme ne pourrait s'appliquer puisqu'il aurait fallu que la différence soit plus notable à Montréal qu'en province. Ce résultat semble assez étonnant puisque dans la décennie 1980, la différence entre les sexes était moindre, comme nous le verrons plus bas. Entre 1960 et 1962, la

région de provenance reliée au sexe était un déterminant très intéressant. Par exemple, l'appui aux libéraux chez les électeurs masculins était plus élevé de près de 20 points de pourcentage entre ceux qui habitaient à Montréal versus ceux habitant à la campagne (GRS, 1962 : 15).

Pour l'élection générale de 1981, la différence dans l'appui au Parti québécois entre les hommes et les femmes n'est que de 3 points et se réduit jusqu'à 2 points lorsque l'on contrôle pour les autres variables (Blais et Nadeau, 1984 : 298). On peut supposer que la même différence aussi faible se retrouve aussi chez les électeurs du Parti libéral. Ainsi, les chercheurs ne considèrent pas cette variable comme étant déterminante : « Les divisions politiques dans les ménages demeurent exceptionnelles » (Blais et Nadeau : 1984 : 299). Le féminisme ne se serait pas encore suffisamment diffusé. Aussi, en croisant cette donnée avec la région de provenance, les chercheurs découvrent finalement que la différence de comportement selon le sexe ne se retrouverait que parmi les habitants de la région de Montréal (Blais et Nadeau, 1984 : 315).

En 1994, les femmes auraient eu plus tendance à favoriser le Parti libéral du Québec plutôt que le Parti québécois (Nadeau et Bélanger, 1999 : 211) et ce clivage aurait tendance à continuer à travers le temps. Toutefois, pour le scrutin de 1998, le clivage entre les hommes et les femmes à l'égard du vote aurait diminué (1999 : 211). Entre 1999 et 2001, Gagné et Langlois (2002) ont avancé que l'appui des femmes envers la souveraineté avait diminué de façon significative notamment parmi celles qui sont francophones, à revenu faible et élevé. Pour les scrutins de 2007 et de 2008, l'étude de

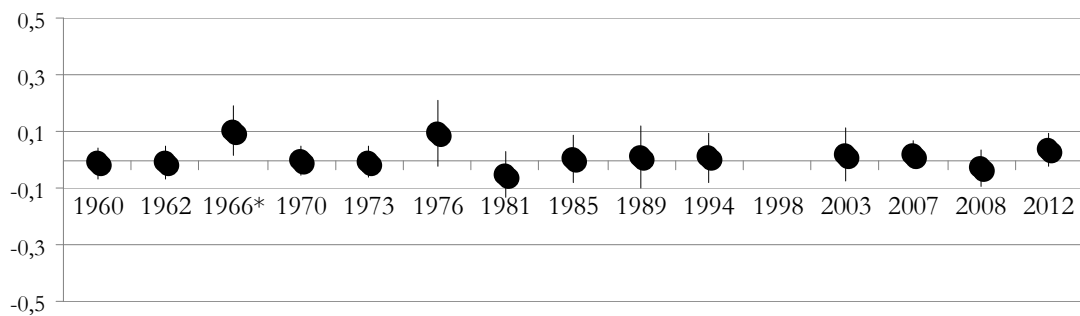
Bélanger et Nadeau n'observe aucune différence entre les électeurs et les électrices (2009 : 69, 110). « L'absence d'un *gender gap* est à la fois claire et surprenante. » (Bélanger et Nadeau, 2009 : 69). En 2012, Gidengil et Harell (2013) notent un *gender gap*, mais dans l'appui à la Coalition avenir Québec et non pas au sein des électeurs libéraux.

La littérature scientifique sur le vote des Québécoises est assez peu complète, mais il semble tout de même y avoir eu un désalignement du comportement électoral dans le sens où les chercheurs n'ont pas observé une différence notable entre le vote des femmes et celui des hommes, sauf à quelques moments où les femmes auraient plutôt favorisé le Parti libéral du Québec dans la décennie 1990 et la CAQ au scrutin de 2012. Il serait possible d'expliquer ce phénomène par la crainte envers la souveraineté du Québec parmi les femmes (Gagné et Langlois, 2002) ce qui supplanterait le clivage entre la gauche et la droite au Québec.

En regardant la Figure 12, on voit que pour les élections de 1960, 1962, 1970, 1973, 1985, 1989 et 1994, l'effet marginal est pratiquement de zéro. Ainsi, il n'y aurait aucun effet de genre sur le vote libéral. Au scrutin de 1966, le fait d'être une femme augmentait de 10 points la probabilité de voter libéral. Dix ans plus tard, lors de la première élection victorieuse du PQ, le même phénomène se produit : la probabilité de voter libéral augmente de 10 points de pourcentage si on est une femme. En 1981, la probabilité de voter libéral devient négative et diminue de 5 points. En 2003, la probabilité de voter libéral augmente de 9 points de pourcentage alors qu'en 2007 ce n'est que près de 2 points. En 2008, la probabilité de voter libéral diminue de 3 points

alors qu'en 2012, elle augmentait de 3 points. Bref, on voit rapidement que le sexe n'est pas un clivage important dans l'explication du vote libéral puisque l'effet est souvent nul et sinon, relativement faible du côté positif ou négatif.

Figure 12 - Effets marginaux du fait d'être une femme sur la probabilité de voter libéral



4.2 La scolarité

De façon générale, la scolarité peut être un indicateur important pour le comportement électoral. Au Québec, les clientèles selon la scolarité ont eu tendance à évoluer selon les différents acteurs politiques qui sont en présence. Lors de l'élection de 1962, Pinard observe que plus les gens sont scolarisés, moins ils votent pour l'Union nationale (Pinard, 1969 : 153, GRS, 1964 : 8). Plus ils sont instruits, plus ils sont favorables aux libéraux (GRS, 1964 : 8).

« Les études sur la diffusion suggèrent que les gens moins scolarisés adoptent plus tardivement les innovations. » (Blais et Nadeau, 1984 : 281). C'est ce qui expliquerait que les gens plus scolarisés appuient le Parti québécois, plutôt que le Parti libéral. Lors du suffrage de 1970, Lemieux, Gilbert et Blais nous indiquent que l'accès à l'éducation a des conséquences positives pour le Parti québécois puisque ce parti gagne des appuis

chez les plus scolarisés. Toutefois, en regardant attentivement le tableau qui est présenté, la différence avec le Parti libéral paraît mince (Lemieux et al., 1970 : 63). En effet, même si les plus scolarisés (13 ans et plus de scolarité) appuient le PQ, les deux autres catégories de scolarité (0-7 ans et 8-12 ans) appuient plutôt à majorité le PLQ (1970 : 67). Pour l'élection de 1973, les électeurs du PQ sont clairement plus instruits que ceux des autres partis (Blais et Nadeau, 1984 : 308), mais Hamilton et Pinard rapportent une relation statistiquement nulle après avoir contrôlé pour l'âge (Hamilton et Pinard, 1976 : 11). De plus, à ce scrutin, la scolarisation des électeurs a aussi à voir avec la force du clivage entre les souverainistes et les fédéralistes. Plus les gens sont éduqués, plus le clivage est saillant (Hamilton et Pinard, 1977 : 233). Dans son ouvrage dédié au Parti libéral, Lemieux corrobore les données de Blais et Nadeau et précise que les appuis du PLQ sont toutefois assez équivalents dans toutes les catégories de scolarité et que pour 1976, l'appui reste semblable à l'égard de la scolarité (Lemieux, 1993 : 126). Toutefois, selon l'analyse de Blais et Nadeau (1984 : 303) pour l'élection de 1976, il n'y aurait pas eu d'effet statistiquement significatif entre le vote péquiste et la scolarité. Ils ne nous informent pas de son effet sur le vote libéral, mais on peut être porté à croire que la scolarité n'aurait pas influencé le vote lors de ce scrutin. Hamilton et Pinard suggèrent que si les gens plus scolarisés ont plus tendance à se mettre du côté souverainiste, c'est parce qu'ils sont en mesure de développer une sophistication idéologique leur permettant une réflexion plus profonde (1977 : 233).

Pour la décennie 1980, les données restent peu changées en ce qui concerne l'appui aux libéraux. Pour les scrutins de 1981 et de 1985, les gens les plus scolarisés

continuent d'appuyer le Parti québécois (et le camp du Oui lors du référendum de 1980) et les deux autres catégories de scolarité se tournent vers les libéraux (Lemieux, 1993 : 153). Toutefois, Blais et Nadeau apportent une précision statistique à ces données. La scolarité n'aurait d'impact réel que si la résidence du répondant est à l'extérieur de Montréal et chez les répondants âgés de moins de 40 ans. Ainsi, passé un certain âge, le niveau d'éducation n'aurait plus d'impact (Blais et Nadeau, 1984 : 291).

Dans la période récente, c'est-à-dire pour les scrutins de 2007 et de 2008, les libéraux recevaient l'appui d'une classe de gens assez scolarisés. Il importe de préciser que les électeurs libéraux sont plus scolarisés que les électeurs de l'Action démocratique du Québec et du Parti québécois (dans une moindre mesure), mais ils demeurent moins scolarisés que les électeurs de Québec solidaire et du Parti vert du Québec. Ces données sont vraies pour les deux élections. On trouvera les tableaux des effets marginaux pour les différentes catégories de scolarité à l'Annexe C.

Les effets marginaux associés au fait de posséder une scolarité primaire sont négatifs mais presque nuls pour les élections allant de 1960 à 1976, variant de 2 à 7 points de pourcentage. Il est difficile de tirer une conclusion générale pour le reste de la période. Pour les scrutins de 1989 et de 2007, la probabilité de voter libéral augmente de 21 et de 22 points respectivement. En 1994, lors de l'élection quasi-référendaire, la probabilité de voter libéral diminue de 9 points, ce qui va à l'encontre de la théorie selon laquelle les gens moins instruits favoriseraient les partis fédéralistes puisqu'ils ne

possèdent pas la sophistication politique nécessaire pour envisager la souveraineté du Québec.

Pour la catégorie de gens ayant complété une scolarité secondaire, l'atteinte de ce niveau d'éducation a pratiquement aucun effet sur le vote libéral. Pour toute la période étudiée, la probabilité de voter libéral varie entre -4 points et +5 points. Les résultats pour les personnes ayant complété une scolarité collégiale sont semblables à ceux ayant complété une scolarité secondaire. La probabilité de voter libéral a varié entre +7 points en 1962 et -7 points en 2007, tous les autres points se situant entre ces deux données extrêmes. De plus, durant la période entre 1973 et 1985, la probabilité de voter libéral était pratiquement nulle dans cette catégorie d'éducation.

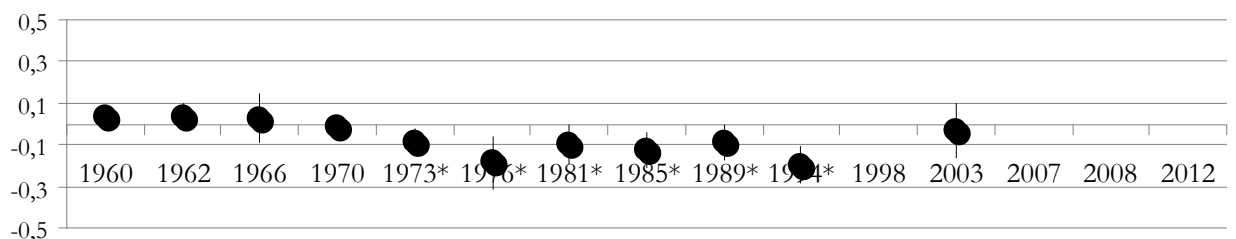
4.3 L'appartenance à un syndicat

Blais et Nadeau ont réalisé, avec leur étude portant sur la période de 1970 à 1981, que le fait d'appartenir à un syndicat était un fort indicateur du vote chez l'électorat francophone. En effet, pour le scrutin de 1981, « les chances d'appuyer le PQ augmentent de 12% lorsqu'au moins un membre du ménage est syndiqué. » (Blais et Nadeau, 1984 : 294). Ils remarquent le même résultat pour les élections subséquentes et en concluent que les électeurs syndiqués conçoivent le Parti québécois comme celui qui est le plus en mesure de représenter leurs intérêts (1984 : 315).

Dans la Figure 13, nous observons les effets marginaux liés au fait d'appartenir à un syndicat sur le vote libéral. Pour les trois élections de la décennie 1960, l'effet est

positif, mais se résume à 2 ou 3 points de pourcentage. En 1970, l'effet est négatif mais diminue la probabilité de 1 point seulement. En 1973, la tendance à la baisse s'accroît et diminue la probabilité de voter libéral de 8 points de pourcentage. En 1976, lors de la première élection gagnante du PQ, ce clivage s'accroît encore en diminuant la probabilité de voter pour le PLQ par 18 points de pourcentage. En 1981 et 1985, la probabilité d'appuyer les libéraux diminue respectivement de 10 et 12 points de pourcentage. En 1989, elle diminue de 8 points de pourcentage. En 1994, la probabilité atteint de nouveau le seuil de 1976 (-19 points). En 2003, l'effet marginal reste négatif mais seulement de 2 points. Pour les trois dernières élections, la question sur l'appartenance à un syndicat n'était pas incluse dans les sondages utilisés. Bref, l'appartenance à un syndicat est un indicateur du vote, mais pas pour le Parti libéral. Ce serait plutôt un facteur qui jouerait contre ce parti.

Figure 13 - Effets marginaux du fait d'être membre d'un syndicat sur la probabilité de voter libéral



Nous avons donc vu que le genre de l'électeur n'influence pas son choix de voter libéral ou pas. Le cas du Québec ne concorde donc pas vraiment avec la théorie développementale, du moins en ce qui concerne l'appui au PLQ. Ensuite, le niveau de scolarité n'influence pas non plus le choix de voter pour les libéraux puisque les effets

marginaux oscillaient tous autour du zéro. L'appartenance à un syndicat a un effet négatif sur le vote libéral, particulièrement depuis l'arrivée du PQ. Ce résultat était théoriquement attendu. Les syndicats ont longtemps appuyé ouvertement le projet souverainiste et, à travers l'histoire, les ouvriers avaient appuyé l'Union nationale et le Parti québécois.

Chapitre 5 - Un regard global

5.1 L'appui à la souveraineté

Le dernier facteur à être étudié dans ce mémoire est l'appui à la souveraineté du Québec. Contrairement aux autres variables indépendantes abordées jusqu'ici, l'appui à la souveraineté est une mesure attitudinale plutôt qu'une mesure du profil sociodémographique. C'est pour cette raison qu'elle est étudiée dans une section séparée. Cette analyse sera ensuite suivie par l'analyse multivariée du vote libéral à travers le temps afin de vérifier si les résultats bivariés survivent à l'introduction des autres variables indépendantes dans un modèle multivarié d'explication du vote.

Il importe d'abord de préciser que l'indicateur de la question nationale n'est pas un indicateur indépendant en lui-même. L'appui ou non à la souveraineté est un important clivage qui compose la société québécoise et qui sous-tend en lui-même d'autres clivages. C'est pourquoi l'analyse multivariée qui suivra l'analyse binomiale de la souveraineté prend toute son importance. En effet, certaines catégories de gens auront plus tendance à appuyer ce projet politique que d'autres. À cet égard, l'ouvrage de Gilles Gagné et de Simon Langlois s'intitulant *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec* est éclairant à ce sujet. Selon eux, le groupe qui est porteur du projet souverainiste est formé des gens âgés de 55 ans et moins, de francophones, de travailleurs et d'étudiants et ayant un revenu élevé (Gagné et Langlois, 2002 : 104). Tel que précisé dans l'étude de Bélanger et Perrella (2008 : 23), les autres

études faites sur les portraits des gens appuyant la souveraineté du Québec ont plutôt démontré que c'était les gens avec un revenu moins élevé qui appuyaient ce projet. Les données de Gagné et Langlois vont donc à l'opposé. Cela pourrait peut-être s'expliquer par le fait que, pour leur étude, ils ont créé une variable *revenu* dichotomique : moins de 20 000\$ ou plus de 20 000\$. La catégorie « revenu élevé » englobe ainsi une plus grande partie de l'électorat. Bref, le projet souverainiste a ses propres appuis, mais l'idée principale derrière l'utilisation de cette variable est de vérifier si l'appui ou non à la souveraineté a un impact indépendant de celui des facteurs sociodémographiques dans le choix électoral des citoyens du Québec. Ainsi, c'est ce que nous vérifions dans la section qui suit, et qui se concentre sur l'analyse des résultats de deux modèles de régression logistique multivariée.

Pour les élections qui ont eu lieu dans la décennie de 1960, nous savons que les débats relatifs à la nation ne se posaient pas tellement en termes de souveraineté ou de fédéralisme, mais il y eut tout de même quelques analyses relatives au nationalisme. Pour le scrutin de 1962, la conscience ethnique – ayant comme catégories Canadiens-français, Canadiens-anglais et Autre – n'influença pas le résultat du vote. Pinard conclut que la force du nationalisme chez les électeurs serait exagérée, du moins pour cette élection précise. Malgré que les termes du débat étaient différents de ceux employés aujourd'hui, le Groupe de recherches sociales nous informe tout de même qu'à l'automne 1960, 8% de la population disait être pour la séparation du Québec d'avec le reste du Canada, 68% était contre et 24% tenait une position nuancée ou neutre (GRS, 1962 : 72). Toutefois, 60% des séparatistes ont indiqué qu'ils voteraient pour les libéraux au scrutin de 1962.

Cette donnée peut être étonnante puisque l'électorat de ce parti n'est généralement pas très souverainiste, comme nous le verrons à travers le temps. Encore une fois, il importe d'être vigilant quant à ce chiffre puisque cette proportion de 60% ne représente que 50 individus de l'échantillon.

La question souverainiste s'installe véritablement au cœur des débats politiques lors de la décennie 1970. Lemieux, Gilbert et Blais établissent qu'il n'y a pas de lien direct à faire entre la position de l'électeur sur la question nationale et son intention de vote (Lemieux et al., 1970 : 88). Toutefois, ils avancent que les électeurs libéraux sont ceux qui changent le moins leur opinion quant au débat entre la souveraineté et le fédéralisme. Le PLQ tiendrait un discours plus rigide, plus extrême ce qui donnerait lieu à moins d'incertitude quant au choix de leurs électeurs (Lemieux et al., 1970 : 91). Lors du scrutin de 1973, il est clair que c'est le Parti libéral qui a pris la plus grande position envers le fédéralisme avec son optique du « fédéralisme rentable » (Hamilton et Pinard, 1977 : 229). En ce sens, 74% des électeurs qui s'opposaient à la séparation du Québec se sont tournés vers les libéraux en 1973, ce parti agissant ainsi comme le pôle fédéraliste (1977 : 230). La conclusion qu'émettent toutefois les chercheurs est que si le Parti québécois n'avait pas été un parti mettant l'indépendance de la province à l'avant-plan, il aurait augmenté son appui auprès de la population, même si cela puisse sembler paradoxal puisque sa position souverainiste est sa principale distinction (1977 : 258). Le Parti québécois est populaire auprès des gens favorables à l'indépendance de la province, mais pour le scrutin de 1976, il aurait également réussi à séduire une partie de l'électorat opposé à l'indépendance vivant en régions urbaines et parmi les classes privilégiées

(Hamilton et Pinard, 1978 : 773). Ainsi, le PQ a grugé des votes aux libéraux à ce moment. De plus, aux deux élections quasi-référendaires – 1976 et 1994 – le PQ est deux fois moins populaire chez les populations anglophones et allophones qu’en temps normal, « c’est-à-dire lorsque l’indépendance du Québec ne constitue pas un enjeu central de la campagne électorale. » (Nadeau et Bélanger, 1999).

Dans une recherche menée en 2002 par le *Center for Research and Information on Canada*, on trouve que « 60 percent of francophones refused to label themselves either as sovereignists or federalists, preferring instead to say that they stood between the two camps or belonged to neither » (Tanguay, 2003 : 3). L’intensité de la polarisation de l’électorat sur la question nationale semble donc être plus faible auprès de l’électorat francophone pour la décennie 2000. « La corrélation entre le vote libéral de 2003 et le NON de 1995 ou le OUI [référendum sur l’Accord constitutionnel de Charlottetown] de 1992 est de +0,932 et +0,940 respectivement (et de +0,978 et de +0,974 respectivement dans la région de Montréal) » (Drouilly, 2003 : 607). L’électorat libéral est donc assez cohérent dans ses positions sur le fédéralisme. Sans aucun doute, « [l]a question nationale structure systématiquement les choix électoraux de 2008, comme en 2007 » (Bélanger et Nadeau, 2009 : 111). Ils en concluent notamment que les libéraux se rapprochent des pôles canadiens (échelle d’identification nationale) et fédéralistes.

Avant de débiter l’analyse des résultats reliés à la question nationale, il est important de préciser les précautions méthodologiques nécessaires quant à l’interprétation de ceux-ci. Premièrement, la question utilisée pour mesurer le

souverainisme diffère d'une base de données à l'autre. Parfois le libellé parle de séparation, tandis que d'autres parlent d'indépendance, de souveraineté-association ou simplement de souveraineté. Deuxièmement, la nature de la question diffère aussi. On demande parfois l'intention de vote dans un éventuel référendum, le vote rapporté au référendum de 1980 ou simplement l'attitude générale face à la souveraineté du Québec. Ainsi, la mesure de l'opinion nécessite des nuances lorsqu'on interprète les résultats. Toutefois, tel que précisé dans la revue de littérature, l'opposition entre l'option du fédéralisme (statu quo) et l'option de la souveraineté du Québec est un clivage qui a divisé et divise encore profondément la population québécoise.

Il était donc tout de même important d'en traiter dans un mémoire se concentrant sur le comportement électoral au Québec dans une perspective longitudinale. Pour les élections de 1960 et de 1962, il n'y avait pas de question sur la souveraineté d'incluse. Pour les élections de 1966, 1970 et 1973, on demandait l'opinion face à la séparation du Québec (faveur/défaveur). En 1976, c'était l'opinion face à la souveraineté-association, se rapprochant ainsi davantage de la question posée au référendum de 1980 (mandat de négocier une association avec le Canada) et en 1981, on a demandé le vote rapporté au référendum de 1980. En 1985, c'était l'opinion envers une éventuelle indépendance qui était demandée. Ensuite, pour les scrutins de 1989, 1994 et 2003, les études électorales canadiennes ont demandé si le répondant était en faveur ou en défaveur de la souveraineté du Québec, mesurant ainsi une attitude. Les bases de données de Bélanger et Nadeau pour 2007 et 2008 mesurent une intention de vote s'il y avait un référendum

aujourd'hui sur un Québec souverain (la question de 1995) et le sondage de 2012 demande aussi l'intention de vote mais dans un référendum sur l'indépendance.

Deux études importantes ont porté sur les fluctuations de l'appui à la souveraineté du Québec en utilisant les mots de la question posée comme variable indépendante. En effet, les termes « séparation » et « indépendance » relèvent d'un registre de langage plus radical comparativement au terme « souveraineté », ayant ainsi un effet sur la proportion de répondants se disant en faveur de l'idée (Pinard et Hamilton, 1997). Ces chercheurs (*Ibid*) ont aussi trouvé que lorsque la question comporte un aspect de « partenariat » avec le reste du Canada ou est formulée selon l'option de la « souveraineté-association », il y a une plus grande proportion de discrets. La proportion élevée de discrets constitue aussi un problème lorsqu'on tente de mesurer l'appui à la souveraineté : c'est une question personnelle et privée. Toutefois, tel que critiqué par Yale et Durand (2011 : 245), les analyses statistiques faites dans l'étude de Pinard et Hamilton dans les années 1970 ne sont pas robustes : ils utilisent des comparaisons de moyennes et des tableaux croisés, nécessitant ainsi une étude plus systématique et actuelle. La deuxième étude importante a donc été réalisée par Yale et Durand en utilisant 857 mesures de l'appui à la souveraineté entre 1976 et 2008, mesures qu'ils ont divisées en quatre grandes catégories semblables aux différentes questions énumérées ci-haut. Premièrement, pour la période pré-référendum de 1995, les effets les plus importants sont liés à des événements précis comme les échecs successifs des Accords constitutionnels de Meech et de Charlottetown et non pas nécessairement à la question en tant que telle. Deuxièmement, pour la période post-référendum de 1995, ils trouvent que lorsqu'on utilise une question d'intention de

vote, l'appui diminue. Ils établissent une échelle de positions allant des plus radicales aux moins radicales, dont l'appui augmente de quelques points à chaque fois : séparation, indépendance, souveraineté et souveraineté-association (qui est la catégorie de référence). Toutefois, seule la différence entre la question de la souveraineté et de la séparation est statistiquement significative. Même en contrôlant pour la nature de la question et des effets liés à la période, ils trouvent un effet relatif au terme utilisé dans la question (2011 : 253). De plus, ils remarquent qu'après le référendum, la question posée dans les sondages semble s'être stabilisée en demandant l'appui à la souveraineté-association et que c'est généralement cette option qui reçoit le plus d'appuis (2011 : 256). Malgré toutes ces précautions analytiques, le débat marque le comportement des gens et ne peut être exclu des études québécoises du comportement électoral.

Il est tout de même intéressant de regarder l'évolution de l'appui à la souveraineté à travers le temps. Dans le tableau ci-bas on voit le pourcentage d'appuis à la souveraineté du Québec (le type de question posée est spécifié). L'appui à la *séparation* du Québec en 1966 atteignait un niveau peu élevé : seulement 12%. Par la suite, l'appui semble progresser à partir de 1976. En 1989 et en 1994, l'appui atteint jusqu'à 48% - période où les débats constitutionnels occupaient l'espace public et où la polarisation sur cet enjeu était plus forte. Cet enjeu était saillant lors de ces élections. Par la suite, l'appui a oscillé entre 42% et 45% pour la décennie des années 2000.

Année d'élection	1966	1970	1973	1976	1981	1985
Question posée	Séparation	Séparation	Séparation	Souveraineté-Association	Vote rapporté du réf. de 1980	Indépendance
Pourcentage d'appui	12%	23%	23%	35%	33%	37%
Année d'élection	1989	1994	2003	2007	2008	2012
Question posée	Souveraineté	Souveraineté	Souveraineté	Intention de vote - Souveraineté	Intention de vote - Souveraineté	Intention de vote - Indépendance
Pourcentage d'appui	48%	48%	45%	42%	45%	42%

Passons donc à l'analyse des effets marginaux associés à la probabilité de voter libéral selon que le répondant appuie la souveraineté ou non. L'information sur la nature de la question posée a été ajoutée au graphique des effets marginaux (Figure 14). De plus, les questions de 2007, 2008 et de 2012 étaient formulées comme une intention de vote dans un éventuel référendum.

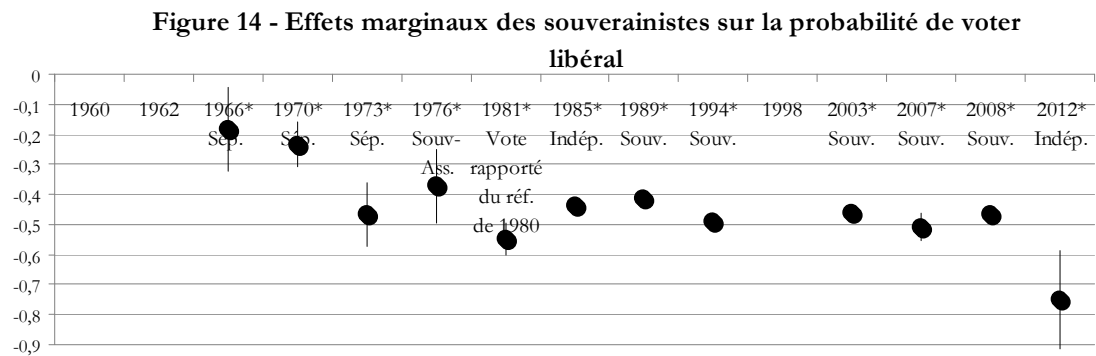
5.1.1 Analyse des résultats reliés à la souveraineté

Premièrement, à la Figure 14, tous les effets sont négatifs, ce qui répond aux attentes théoriques. L'effet n'est pas très puissant pour les élections de 1966 et de 1970, mais l'appui était relativement faible à cette époque tel qu'on peut le voir au tableau ci-haut. Le Parti libéral a tout de même été un parti nationaliste qui a défendu les compétences provinciales face à Ottawa (Lemieux, 2006). Le Parti québécois était encore un parti émergent dans le système partisan du Québec, donc la polarisation était moins forte, ce qui pourrait expliquer cet effet faible. De plus, considérant les propos de Yale et

Durand, la question utilisait le terme « séparation », ce qui mesure un appui moins élevé en général. La proportion de souverainistes est donc possiblement sous-estimée ici. Pour les scrutins de 1973 et de 1976, la division se fait sentir davantage : les effets sont plus puissants et 1976 était un scrutin à l'occasion duquel le PQ avait évoqué l'organisation d'un éventuel référendum sur la souveraineté. En 1981, la probabilité de voter libéral diminue de 55 points de pourcentage si on avait voté oui au référendum sur la souveraineté-association l'année précédente. Malgré la défaite référendaire, 1981 est la deuxième élection remportée par le Parti québécois de René Lévesque qui réussit même à récolter plus de voix qu'en 1976. Toutefois, son gouvernement est durement affecté par le rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne et l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1982 à laquelle le Québec n'a toujours pas officiellement adhéré. En 1985 et 1989, la probabilité de voter libéral diminue respectivement de 43 et de 41 points de pourcentage quand on se dit indépendantiste ou souverainiste; ces deux élections ont malgré tout été remportées par les libéraux de Robert Bourassa. À l'élection de 1994, remportée par le PQ, la probabilité diminue encore un peu plus et passe à 48 points, alors que la proportion d'appuis s'élevait à 48%. Plusieurs éléments historiques peuvent expliquer cette force : les échecs des Accords du Lac Meech et de Charlottetown ainsi qu'une campagne électorale basée sur la promesse d'un référendum.

Pour les scrutins de 2003, 2007 et 2008, la probabilité de voter libéral se stabilise (toujours en restant négative évidemment), passant de 46 points à 49 points pour revenir à 46 points. Toutefois, en 2012, la probabilité de voter libéral diminuait de 75 points de pourcentage. Ainsi, même si, en pourcentage, moins de répondants voteraient oui à un

référendum sur l'indépendance du Québec, cet enjeu semble être plus fortement lié au vote de 2012. Si l'on compare avec les scrutins de 2003, de 2007 et de 2008, le pourcentage d'appuis ne diffère pas tellement de 2012, mais l'enjeu de la souveraineté a été moins fortement lié au vote libéral lors de ces précédentes élections.



5.2 Les analyses multivariées

Le premier modèle de régression logistique multivariée comprend les variables qui sont reliées à l'âge et à la génération. L'âge est une variable continue dans ce modèle et nous avons ajouté au modèle deux variables (dichotomiques) de génération : les pré-baby-boomers et les baby-boomers. Ce choix s'explique par le fait que l'analyse bivariée avait laissé entrevoir que seules ces deux générations semblaient liées au vote libéral de manière importante. Ce premier modèle tente de départager les effets de cycle de vie et les effets générationnels. Chaque régression est estimée deux fois (sauf pour les élections de 1960 et de 1962, car il n'y avait pas de question pertinente) : une première régression est estimée avec les variables indépendantes susmentionnées et une deuxième régression est estimée avec ces mêmes variables indépendantes mais en leur ajoutant la variable mesurant l'appui à la souveraineté. Le tableau se trouve à l'Annexe D.

Les résultats statistiquement significatifs pour l'âge (6 élections sur 14) vont dans la direction attendue, mais les coefficients ne sont pas très grands. Toutefois, même en contrôlant pour la souveraineté, l'effet demeure significatif dans tous les cas sauf un (1989). On ne trouve pas d'influence statistiquement significative de l'âge pour les élections de 1985 et de 1989, où Robert Bourassa est revenu au pouvoir, donc il y a autre chose dans la conjoncture qui explique le vote libéral à ces élections. Le rapatriement de la constitution canadienne donna lieu à la non-ratification de celle-ci par le Québec. Des négociations constitutionnelles (Accords du Lac Meech et de Charlottetown) ont échoué à atteindre leur objectif de ramener le Québec dans le giron constitutionnel. C'était une période effervescente au plan identitaire. En 1976 et en 1994, on ne trouve pas d'effets significatifs non plus pour l'âge : c'étaient deux élections précédant des référendums. L'influence statistiquement significative de l'âge revient en 2003. Malheureusement, l'absence de données pour 1998 ne nous permet pas de voir si la tendance s'était amorcée dès 1998. Bref, il semble que lorsque des événements conjoncturels importants surviennent, les électeurs votent selon leur position sur cet événement, ce qui expliquerait peut-être l'importance moindre qu'a le facteur de l'âge à ces moments.

Contrairement à ce que l'analyse bivariée avait laissé entrevoir, la génération de pré-boomers produit peu de résultats significatifs. On trouve des résultats significatifs pour 1960 ainsi que pour 1970 et 2012, avec ou sans la souveraineté dans le modèle. L'appui à la souveraineté donne toujours des résultats statistiquement significatifs avec des coefficients élevés, ce qui est théoriquement attendu. Lorsqu'on retrouve un résultat statistiquement significatif dans le premier modèle, il ne perd pas sa signification même

après l'introduction de la variable de la souveraineté. Les précédentes recherches sur les générations politiques sont souvent arrivées à des résultats ambigus quant à l'effet de l'âge et de la génération sur le comportement politique. Il semblerait que ces variables agissent de façon interactive et simultanément (Braungart et Braungart, 1989 : 33). Ainsi, les liens précis qui pourraient lier les effets de cycle de vie et les effets de générations dans nos analyses ne peuvent être complètement étudiés. Par exemple, on semble trouver un effet de cycle de vie chez les pré-baby-boomers et les baby-boomers, mais pas nécessairement pour les générations suivantes. C'est potentiellement ce qui pourrait expliquer le peu de résultats significatifs reliés aux générations ainsi que l'absence de contrôle pour l'effet de période même si nous sommes en mesure d'en traiter qualitativement. Les auteurs (1989 : 36) suggèrent de les évaluer ensemble, dans un même modèle, et c'est ce qui a été fait avec ce modèle multivarié.

Le deuxième modèle de régression logistique multivariée comprend les autres variables sociodémographiques utilisées lors des analyses bivariées aux chapitres 3 et 4, à l'exception du revenu, de l'âge et des générations. En général, les répondants aux sondages sont moins enclins à divulguer leur revenu – peu importe la façon par laquelle la question leur est posée. Pour cette raison, le nombre d'observations dans mes régressions multivariées diminuait beaucoup trop lorsque l'on intégrait cette variable. Le revenu a donc été retiré du modèle. En ce qui concerne l'âge et les générations, ces variables ont déjà été analysées dans le modèle précédent. Une autre raison justifiant leur exclusion ici est leur forte colinéarité avec la variable « retraité ». Dans l'ordre, le deuxième modèle comprend les variables dichotomiques anglophone, allophone et

retraité (ce qui permet d'avoir une variable liée à un moment de la vie dans le deuxième modèle), la variable catégorielle de la pratique religieuse, la variable dichotomique du genre, la variable catégorielle du niveau de scolarité atteint et pour terminer, la variable dichotomique d'appartenance ou non à un syndicat. Comme pour le précédent modèle, chaque régression est estimée deux fois (sauf pour 1960 et 1962) : d'abord sans puis avec la variable d'appui à la souveraineté. Le tableau se trouve à l'Annexe E.

Selon les résultats de cette deuxième série de régressions multivariées, le fait d'être anglophone a presque toujours un effet positif et statistiquement significatif (12 élections sur 14) et cet effet demeure même en contrôlant pour le fait d'être souverainiste ou pas. Le coefficient ne faiblit que légèrement suite à l'introduction de la souveraineté dans le modèle.

Pour les allophones, la période pré-1980 ne révèle pas de coefficient statistiquement significatif. En 1981, l'effet perd sa signification après l'introduction de la variable de souveraineté. En 1986, le vote libéral et les allophones forment une relation colinéaire puisque la prédiction du vote est parfaite. Toutefois, pour le reste de la période, la variable allophone produit toujours un coefficient positif et statistiquement significatif, même en contrôlant pour l'appui à la souveraineté. En résumé, il semblerait que le fait d'être anglophone supplante les autres variables explicatives pour pratiquement toute la période. Cela est vrai aussi pour le fait d'être allophone, mais uniquement pour la période des années 1980 et suivantes. Ces résultats sont très intéressants puisque la langue maternelle constituerait donc un facteur aussi important dans le choix de voter libéral que

la position sur l'avenir politique de la province. La langue a une influence sur cette position, bien entendu, mais elle influence aussi le vote libéral de manière directe et indépendante de l'attitude souverainiste.

Pour la décennie 2000, le fait d'être retraité a toujours un effet significatif et positif, même en contrôlant pour la souveraineté. Les retraités de la décennie 2000 sont des individus pour la plupart nés avant la Deuxième Guerre Mondiale, ce qui rejoint l'idée selon laquelle la génération des pré-boomers appuie davantage le Parti libéral. Toutefois, les analyses multivariées effectuées avec l'âge (Annexe D) n'ont pas relevé d'effets significatifs pour l'appartenance à cette génération, sauf pour les élections de 1960, 1970 et 2012 (malgré que les analyses bivariées aient révélé un possible effet générationnel). Il semblerait donc que les analyses multivariées capturerait un effet de cycle de vie avec l'influence significative de l'âge dans le premier tableau (Annexe D) ainsi que dans le deuxième tableau avec l'influence significative du statut de retraité (Annexe E). On peut noter que Goerre (2008) trouve pratiquement la même chose avec l'effet d'âge à 60 ans, ce qui concorde aussi avec l'âge de la retraite. Plus les électeurs vieillissent, plus ils deviennent concernés par des enjeux liés à l'économie (Wagner et Kritzing, 2012 : 287). Le Parti libéral a réussi à se faire associer avec l'image d'une saine économie – il a même fait campagne sur ce thème à plusieurs reprises. Le statut de retraité devient aussi plus significatif lorsque ce sont les pré-baby-boomers qui arrivent à la retraite.

À partir des années 1980, on observe des effets significatifs sur le vote libéral avec la variable de pratique religieuse, même en contrôlant pour les autres déterminants sociodémographiques. Avant l'élection de 1981, on ne trouve pas d'effets de la pratique religieuse sur le vote libéral. Toutefois, ces résultats vont à l'encontre de la théorie de la sécularisation voulant que plus la société se modernise, moins les gens se tournent vers la religion étant donné les nouvelles normes de rationalité (Girvin, 2000). Cela n'explique toutefois pas pourquoi on ne trouve pas de résultats significatifs avant 1981. Plus les gens sont religieux, c'est-à-dire qu'ils fréquentent leur institution religieuse, plus ils ont tendance à voter libéral. Cet effet demeure significatif même après l'introduction de la variable de souveraineté. En 2003, il n'y a aucun effet, ce qui brise un peu la tendance qui se dessinait depuis 1981. Bélanger et Nadeau (2009) ont trouvé ce même effet, mais les recherches précédentes faites au Québec ne s'y étaient pas attardées.

L'importance de la pratique religieuse dans le choix de vote des Québécois pourrait possiblement s'expliquer par le fait que les personnes plus âgées sont plus pratiquantes que les jeunes (Gouvernement du Québec, 2006 : 11) ou par le fait que les allophones (généralement aussi des personnes qui ont immigré au Canada) sont de confession religieuse autre que catholique et protestante. Leur affiliation religieuse pourrait faire en sorte qu'ils participent plus fréquemment à des services religieux. Toutefois, ces deux possibles effets sont contrôlés dans l'analyse multivariée par la variable de la retraite et de la langue et la pratique religieuse conserve tout de même son effet significatif et indépendant. De plus, le livre de Bélanger et Nadeau (2009) contrôlent pour les variables socio-démographiques aux élections de 2007 et 2008 et la pratique

religieuse conserve toujours sa signification. Il faudrait possiblement investiguer le type de religion pratiquée par les répondants, car les différentes religions n'ont pas le même degré de sécularisation (Gellner, 1992). Cela ne pourrait se faire de façon longitudinale dû parfois à l'omission de cette question dans les sondages utilisés dans le cadre de notre recherche.

Le fait d'être une femme n'a d'effet sur le vote libéral qu'en 1966 (positivement), avec et sans contrôle pour la souveraineté. Les auteurs dans le passé n'ont pas vraiment observé de *gender gap* dans le vote libéral, même si les femmes ont tendance à être moins souverainistes que les hommes. L'éducation n'a d'effet qu'en 1962 et en 1966 (positivement) et n'est significatif qu'au seuil de 90%. Sachant que les personnes plus éduquées se tournent généralement vers des partis relativement plus à gauche sur l'échiquier politique, on pourrait expliquer cela par le fait que le Parti libéral était durant ces années un parti plutôt progressiste (par rapport à son principal adversaire l'Union nationale) qui a mis de l'avant plusieurs mesures de modernisation du Québec. Le MSA de Lévesque n'était pas encore fondé. En effet, les plateformes électorales et gouvernementales du PLQ ont évolué depuis cette époque (Lemieux, 1993 et Lemieux, 2006) L'appartenance à un syndicat a généralement un effet négatif sur le vote libéral sauf en 1966 (positif). L'effet est parfois significatif, parfois non. La seule tendance générale que l'on peut dégager est que l'appartenance à un syndicat a un effet négatif sur le vote libéral.

Tel qu'attendu, l'appui à la souveraineté est un facteur d'explication toujours significatif et a toujours un impact négatif sur le vote libéral, ce qui concorde avec nos attentes théoriques. 1966 est la seule élection où la souveraineté n'est pas significative, et que la langue anglophone seulement l'est. Toutefois, l'introduction de la souveraineté a fait perdre de la signification statistique à l'influence des variables du genre et de l'appartenance à un syndicat. Lorsqu'on ajoute la variable de la souveraineté, la variance expliquée du modèle monte en flèche, ce qui témoigne bien de l'importance qu'a cette attitude dans la formation du choix de vote. Malgré les précautions méthodologiques liées à l'utilisation de cette variable, ne pas inclure celle-ci dans notre modèle de vote libéral aurait signifié l'omission d'une variable explicative importante.

Nous passons donc à la conclusion de ce mémoire qui récapitulera les principaux résultats de l'étude. On mentionnera aussi quelques défis auxquels le Parti libéral du Québec devra faire face dans les prochaines années sans oublier de présenter quelques observations aussi sur les défis futurs de la recherche scientifique sur le comportement électoral au Québec.

Chapitre 6 - Discussion et conclusion

6.1 Discussion des résultats

Dans l'analyse bivariée, nous avons observé un effet générationnel associé à la cohorte des pré-baby-boomers. Toutefois, cette hypothèse ne survit pas à l'analyse multivariée une fois contrôlée l'influence des autres variables indépendantes. Cela dit, il semble qu'il y aurait tout de même un effet avec l'âge d'un individu qui devient significatif avec le temps dans le modèle de l'âge et avec la variable du statut de retraité qui devient graduellement significative dans le modèle des indicateurs sociodémographiques. Pour ce qui est de l'effet de cycle de vie, il semble y en avoir effectivement un qui favorise le Parti libéral du Québec. Toutefois, comme on a pu le voir dans les analyses bivariées, l'effet ne semble pas être linéaire. On voit plutôt un seuil à partir de l'atteinte d'un certain âge (aux alentours de 55 ans). Cela concorde avec le fait que les 55 ans et plus appuient systématiquement les libéraux et le fait qu'être retraité ait un impact positif et statistiquement significatif sur le vote libéral.

Le fait d'avoir trouvé un effet significatif pour l'appui libéral chez les anglophones et les allophones n'est pas étonnant en soi. Ce qui est étonnant vient plutôt du fait que cet impact de la langue demeure même après l'introduction de la variable de souveraineté dans le modèle d'explication. Ainsi, le clivage linguistique serait donc encore plus prédominant que ce que la littérature a pu avancer, et ce, pour presque toute la période couverte dans cette recherche.

La religiosité des électeurs québécois a seulement commencé à être étudiée en 2007 avec l'étude postélectorale de Bélanger et Nadeau. Il semblerait que ce soit une variable à ne pas négliger dans l'explication du vote libéral puisque son impact demeure important suite à l'introduction de plusieurs autres variables explicatives dans le modèle. Les analyses menées ici ne permettent pas vraiment d'expliquer ce résultat, et encore moins à travers le temps. Il s'agit toutefois clairement d'un aspect du comportement électoral – et peut-être même de la participation politique en général - que la littérature scientifique québécoise avait sous-estimé et qui méritera plus d'attention dans l'avenir.

Un autre résultat important tient à la faiblesse du lien entre le vote libéral et la richesse d'un individu. Les recherches précédentes semblaient montrer un lien direct et fort entre ces deux variables. Toutefois, ce n'est pas ce qu'on trouve ici. Certes, les plus riches semblent appuyer un peu plus les libéraux que les individus appartenant aux catégories inférieures de revenu, mais pas dans des proportions significatives. Peut-être que le lien souvent établi entre les personnes à revenu élevé et le Parti libéral du Québec relève plutôt d'une croyance populaire ou encore d'un préjugé. Il se pourrait aussi que cela soit attribuable à la façon dont le codage a été fait pour cette variable (seulement en trois catégories) bien que même en traitant le revenu comme une variable continue, on n'y trouva pas d'effets significatifs (résultats non montrés).

Les recherches scientifiques font face à plusieurs défis lorsqu'elles utilisent des sondages d'opinion publique et plus particulièrement lorsqu'on demande aux gens de se rappeler leur vote passé. Cette recherche-ci n'y échappe pas, d'autant plus qu'une bonne

partie des sondages utilisés avaient une portée canadienne et se faisaient dans le cadre d'une élection fédérale. De façon générale, à partir des années 1980, on observe davantage de relations statistiquement significatives dans les modèles multivariés. D'une part, nous croyons que cela peut être attribuable à la qualité des sondages réalisés et à la professionnalisation à travers le temps des firmes de sondage. D'autre part, cela pourrait être dû à des effets de période. Le contexte politique pré-1980 diffère des décennies subséquentes. Ainsi, il est possible que d'autres critères ou évaluations étaient à l'œuvre dans le choix de vote des électeurs.

6.2 Quels sont les défis qui attendent le Parti libéral du Québec?

Ce mémoire a pu déceler certaines franges de la population qui appuient systématiquement les libéraux. Évidemment, ces forces représentent aussi des vulnérabilités, car elles doivent se renouveler ou évoluer. « In essence, the party must be rigid enough to hold on to its key supporters for long periods but flexible enough to replace this loyal core, at least in substantial part, as socioeconomic changes reduce its overall importance within society » (Pempel, 1990 : 340). Dans la présente section, nous passerons en revue les tendances démographiques liées aux catégories-clés d'individus qui appuient le Parti libéral du Québec.

Premièrement, s'il est vrai que les pré-baby-boomers appuient plus fortement les libéraux que les autres générations, il est aussi vrai que les membres de cette génération sont appelés à disparaître par la force des choses. Ainsi, les libéraux devront

éventuellement trouver des appuis parmi des générations plus jeunes. De plus, les baby-boomers n'ont pas nécessairement cette conscience générationnelle que nous avons observé pour les pré-baby-boomers, mais lorsqu'ils atteignent le stade de 55 ans ou qu'ils *obtiennent* le statut de retraité, ils votent dans une plus grande proportion pour les libéraux. Cela concorde avec la théorie du cycle de vie. En effet, leurs orientations de vie sont différentes, ce qui les rendrait plus conservateurs (Braungart et Braungart, 1989 : 19), considérant que le PLQ est le parti de centre/centre-droit depuis les années 1990. Encore une fois, le Parti libéral du Québec devra apprendre à s'adapter car cette génération est la plus nombreuse actuellement, mais est appelée à disparaître également. Les personnes nées entre 1942-1943 et 1962-1963 forment la plus grande partie de la population en ce moment au Québec (ISQ, 2012) alors que les jeunes sont les moins nombreux si l'on regarde la pyramide des âges. Donc, même s'il y a un effet de cycle de vie, ces jeunes, une fois vieux, seront moins nombreux. En effet, après les années 1960, le Québec était tombé sous le seuil du renouvellement de la population. Le Parti libéral peut donc continuer à s'asseoir sur ces appuis pendant une dizaine d'années encore, mais devra probablement renouveler ses stratégies pour attirer les générations plus jeunes. Cela est un défi d'autant plus grand que nous savons que les générations plus jeunes ont moins tendance à voter que leurs aînés (Blais et al., 2004).

Deuxièmement, nous avons vu que les anglophones et les allophones appuient fortement les libéraux, les allophones dans une proportion un peu moins grande que les anglophones mais tout même de façon systématique. Cela dit, les effets observés dans l'analyse multivariée demeuraient significatifs même après l'introduction de la variable

d'appui à la souveraineté. Depuis 1996, le poids démographique des anglophones et des francophones diminue alors que celui des allophones augmente (OQLF, 2011 : 24). La distribution des différentes langues parlées à la maison n'a pas vraiment évolué. 10% seulement de la population québécoise parle le plus souvent anglais à la maison (*Ibid* : 27). Toutefois, le Québec admet de plus en plus d'immigrants à chaque année et la proportion de ceux qui parlent une langue autre que le français ou l'anglais est passée de 85% à 81% entre 1996 et 2006 (*Ibid* : 30). De plus les allophones sont responsables à 42% de l'accroissement total de la population québécoise alors que les anglophones n'en sont responsables qu'à une hauteur de 19%. En bref, on peut constater que l'apport des anglophones dans la province stagne ou diminue légèrement, ce qui représentera un défi pour le PLQ dans les prochaines années. La population anglophone est toutefois concentrée dans quelques régions (l'ouest de l'île de Montréal, l'Estrie et l'Outaouais) ce qui aide le Parti libéral étant donné le mode de scrutin uninominal pluralitaire à un tour. En ce qui a trait aux allophones, les perspectives pour le PLQ sont plutôt bonnes, compte tenu de l'évolution démographique actuelle de la province.

Ce mémoire s'est concentré sur le comportement électoral des Québécois et plus spécifiquement sur les électeurs du Parti libéral du Québec. Toutefois, un parti politique n'existe pas uniquement en relation avec ses électeurs et n'existe pas non plus seulement lors des campagnes électorales. Sa relation à la société est beaucoup plus systémique (Lemieux, 1993). En effet, le PLQ devra faire face, par exemple, aux nouvelles règles de financement des partis politiques tout en gérant le déclin de son membership malgré sa structure très organisée. De plus, la Commission d'enquête sur l'industrie de la

construction (commission Charbonneau) n'a toujours pas remis son rapport au moment d'écrire ces lignes, ce qui pourrait potentiellement miner la popularité et la légitimité du Parti libéral, mais pourrait aussi éclabousser l'ensemble des partis politiques du Québec. Bref, plusieurs défis attendent le nouveau chef libéral Philippe Couillard et les membres qui se prononceront sur les futures plateformes électorales du parti. À travers l'histoire, le Parti libéral du Québec s'est adapté et a évolué en phase avec la culture dominante de la société québécoise. Rien pour le moment n'indique qu'il ne sera pas en mesure de continuer à le faire.

BIBLIOGRAPHIE

ALLAN, James P. et Richard VENGROFF (2004). « The Changing Party System in Quebec: The 2003 Elections and Beyond » *Québec Studies*, Volume 27, pp. 3-22.

ALVAREZ, R. Michael et Jonathan NAGLER (1998). « When Politics and Model Collide : Estimating Models of Multiparty Elections » dans *American Journal of Political Science*. Volume 42, Numéro 1, pp. 55-96.

ANSOLABEHERE, Stephen et Eithan HERSCH (2012). « Validation: What Big Data Reveal About Survey Misreporting and the Real Electorate » dans *Political Analysis*. Volume 20, numéro 4, pp. 1-23.

BÉLANGER, Éric (2007). « Un tripartisme de transition » dans *Options politiques*. Volume 8, no 4, avril 2007, pp. 69-73.

BÉLANGER, Éric et Richard NADEAU (2009). *Le comportement électoral des Québécois*. Montréal, PUM, 173p.

BÉLANGER, Éric et Richard NADEAU (2012). « L'électeur québécois et les partis » dans *Les partis politiques québécois dans la tourmente* (sous la dir. R. PELLETIER). Sainte-Foy, PUL, pp. 169-194.

BÉLANGER, Éric et Richard Nadeau (2013). « Un modèle général d'explication du vote » dans *L'élection québécoise de 2012* (sous la dir. Gélneau, Bastien et Bélanger). Montréal, PUM.

BELL, Edward, Harold JANSEN et Lisa YOUNG (2007). « Sustaining A Dynasty in Alberta : The 2004 Provincial Election » dans *Canadian Political Science Review*, Volume 1, numéro 2, pp. 27-49.

BLAIS, André et Richard Nadeau (1984). « L'appui au PQ : évolution de la clientèle de 1970-1981 » dans *Comportement électoral au Québec* (sous la dir. J. Crête). Chicoutimi, Gaétan Morin, pp. 280-316.

BLAIS, André, Elisabeth GIDENGIL, Neil NEVITTE et Richard NADEAU (2004). « Where does turnout decline come from », dans *European Journal of Political Research*. Volume 43, pp. 221-236.

BLAIS, André (2005). « Accounting for the Electoral Success of the Liberal Party in Canada » dans *Revue canadienne de science politique*. Volume 38, numéro 4, pp. 821-840.

BRAUNGART Richard et Margaret BRAUNGART (1989). « Les générations politiques » dans *Générations et politique* (sous la dir. J. CRÊTE et P. FAVRE). Sainte-Foy, PUL, pp. 7-51.

CRÊTE, Jean (1984). *Comportement électoral au Québec*. Chicoutimi, Gaétan Morin, 447p.

DALTON J. Russell et Hans-Dieter KLINGEMANN (2007). « The Effects of Religion and Religiosity on Voting Behaviour » [en ligne] dans *The Oxford Handbook of Political Behavior*. Oxford, Oxford University Press, pp. 1-35. <http://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199270125.001.0001/oxfordhb-9780199270125-e-025> (page consultée le 15 mai 2013).

DAS, Marcel, Peter ESTER et Lars KACZMIREK (2011). *Social and Behavioral Research and the Internet – Advances in Applied Methods and Research Strategies*. New York, Routledge, 435p.

DESJOURDY, Alain (2009). « Les élections provinciales du 26 mars 2007 : un point de rupture du système partisan québécois ? » dans *Cahiers de recherche en politique appliquée* (sous la dir. S. AOUN). Volume II, numéro 4, pp. 1-47.

DROUILLY, Pierre (2005). « Qui a voté quoi, où et pourquoi ? » dans *L'annuaire du Québec 2004* (sous la dir. M. VENNE), Saint-Laurent, Fides, pp.598-614.

DROUILLY, Pierre (2007). « Une élection de réalignement ? », dans *L'annuaire du Québec 2008* (sous la dir. M. VENNE), Saint-Laurent, Fides, pp.24-39.

DROUILLY, Pierre (2013). « L'élection du 4 septembre 2012 : la crise du système politique québécoise se poursuit » dans *Bulletin d'histoire politique*. Volume 21, numéro 2, pp. 7-11.

DURAND, Claire (2008). « À qui la faute ? Le referendum dix ans après » dans *D'un référendum à l'autre, le Québec face à son destin* (sous la dir. A-G. GAGNON). Sainte-Foy, PUL, pp. 27-50.

DUVERGER, Maurice (1964). *Political Parties: Their Organization and Activity in the Modern State*, 3rd English ed, London, Methuen Publishing, 439p.

ERICKSON, Lynda et Brenda O'NEILL (2002). « The Gender Gap and the Changing Woman Voter in Canada ». *Revue internationale de science politique*. Volume 23, No 4, Oct. 2002, pp. 373-392.

FRANKFORT-NACHMIAS, Chava et David NACHMIAS (2008). *Research methods in the social sciences (7th edition)*. New York, Éditions Worth, 552p.

FRANKLIN, Mark N, Thomas T. MACKIE et al. (1992). *Electoral Change : Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*. Cambridge, Presses universitaires de Cambridge, 481p.

GAGNÉ, Gilles et Simon LANGLOIS (2002). *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Montréal, PUM, 187p.

GÉLINEAU, François et Ronan TEYSSIER (2012). « Le déclin de la participation électorale au Québec, 1985-2008 ». *Cahiers de recherche électorale et parlementaire*. Numéro 6, Août 2012, http://www.fss.ulaval.ca/CMS_Recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/cahier6_complet.pdf (page consultée le 27 novembre 2012).

GELLNER, Ernest (1992). *Postmodernism, Reason and Religion*. New York, Routledge, 108p.

GIRVIN, Brian (2000). « The political culture of secularisation : European trends and comparative perspectives » dans *Religion and Mass Electoral Behaviour in Europe* (sous la dir. D. BROUGHTON et H. ten NAPEL). Londres, Routledge, pp. 7-27.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC (2006). « La place de la religion dans l'espace public » publié par *La commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*. Décembre 2006, <http://www.cdpdj.qc.ca/Publications/Documents/religion-Quebec-statistiques.pdf> (page consultée le 7 décembre 2012)

GRS – Groupe de recherches sociales (1960). *Les électeurs québécois : attitudes et opinions à la veille de l'élection de 1960*. Montréal, 225p.

GRS – Groupe de recherches sociales (1964). *Les préférences politiques des Québécois en 1962*. Montréal, 276p.

GUÉRIN Daniel et Richard NADEAU (1995). « Conjoncture économique et comportement électoral au Québec. » *Recherches sociographiques*, Volume 26, pp. 65-76.

HAMILTON, Richard et Maurice PINARD (1977). « The Independence Issue and the Polarization of the Electorate: The 1973 Quebec Election » *Revue canadienne de science politique*, vol. 10, no 2, pp. 216-259.

INGLEHART, Ronald et Pippa NORRIS (2000). « The Developmental Theory of the Gender Gap : Women's and Men's Voting Behavior in Global Perspective ». *Revue internationale de science politique*. Volume 21, No 4, Oct. 2000, pp. 441-463.

ISQ – Institut de la statistique du Québec (2013). *Pyramide des âges animée, 1971-2056*. http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/pyramide_age.htm (page consultée le 22 avril 2013).

JOHNSTON, Richard (1992). « Political generations and electoral change in Canada » dans *British Journal of Political Science*. Volume 22, pp. 93-116.

LEMIEUX, Vincent, Marcel GILBERT et André BLAIS (1970). *Une élection de réaligement : l'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*, Montréal, Éditions du Jour, 182p.

LEMIEUX, Vincent (1988). « Le vote libéral et les régions des années 1980 » dans *Recherches sociographiques*. Volume 29, numéro 1, pp. 45-58.

LEMIEUX, Vincent (1992). « Partis politiques et vie politique », dans *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 625-645.

LEMIEUX, Vincent (1993). *Le Parti libéral du Québec. Alliances, rivalités et neutralités*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 257 p.

LEMIEUX, Vincent (2003). « Élections marquantes et partis générationnels » dans *Cap-aux-Diamants, la revue d'histoire du Québec*. Volume 73, pp. 10-14.

LEMIEUX, Vincent (2006). « Le gouvernement Charest et les valeurs libérales » dans *Le Parti libéral – Enquête sur les réalisations du gouvernement Charest* ». Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, pp. 41-50.

LEMIEUX, Vincent (2011). *Les partis générationnels au Québec; passé, présent et avenir*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 124p.

LÉTOURNEAU, Jocelyn (2006). *Que veulent vraiment les Québécois ?* Montréal. Éditions du Boréal, 180p.

LÉVESQUE, Andrée (2011). « La Révolution tranquille : une histoire réinterprétée et genrée » dans *Possibles*. Volume 35, numéro 1, Bloc 1.

NADEAU, Richard et Éric BÉLANGER (1999). « L'appui aux partis politiques québécois 1989-1998 » dans *L'année politique au Québec 1997-1998* (sous la dir. R. BOILY), Montréal, PUM, pp. 203-214.

OQLF – Office québécois de la langue française (2011). *Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec*. http://www.oqlf.gouv.qc.ca/etudes2011/20110909_rapport_.pdf (page consultée le 22 avril 2013).

PELLETIER, Réjean. (1989) *Partis politiques et société québécoise : de Duplessis à Bourassa, 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 397 p.

PELLETIER, Réjean (2012). *Les partis politiques québécois dans la tourmente, Mieux comprendre et évaluer leur rôle*. Québec, PUL, 420p.

PEMPEL, T.J. (1990). *Uncommon democracies: The One-Party Dominant Regimes*. London, Cornell University Press, 371p.

PINARD, Maurice (1969). « Classes sociales et comportement électoral » dans *Quatre élections provinciales au Québec 1956-1966*. Québec, PUL, pp. 141-179.

PINARD, Maurice (1973). « Third Parties in Canada Revisited : A Rejoinder and Elaboration of the Theory of One-Party Dominance » dans *Revue canadienne de science politique*. Volume 6, numéro 3, pp. 439-460.

PINARD, Maurice et Richard HAMILTON (1977). «The Independence Issue and the Polarization of the Electorate: The 1973 Quebec Election » dans *Revue canadienne de science politique*. Volume 10, No 2, Juin 1977, pp. 215-259.

PINARD, Maurice et Richard HAMILTON (1978). « The Parti Québécois Comes to Power: An Analysis of the 1976 Quebec Election » dans *Revue canadienne de science politique*. Volume 11, No 4, Déc. 1978, pp. 739-775.

PINARD, Maurice (2003). *Un grand réaligement des partis politiques au Québec*. Les Cahiers du CRIC, Montréal: Centre de recherche et d'information sur le Canada.

SELB, Peter et Simon MUNZERT (2012). « Voter Overrepresentation, Vote Misreporting and Turnout Bias in Postelection Surveys » dans *Electoral Studies* (à venir) <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0261379412001369> (page consultée le 8 décembre 2012)

SUE, Valerie M. et Lois A. RITTER (2012). *Conducting Online Surveys, 2nd edition*. Los Angeles, SAGE Publications, 242p.

TANGUAY, Brian A. (2007). « The Stalled Realignment: Quebec's Party System After the 2003 Provincial Election. » Dans Michael Murphy (dir.), *Quebec and Canada in the New Century: New Dynamics, New Opportunities*, Montréal & Kingston: McGill-Queen's University Press, p.83-106.

VAN DER BRUG, Wouter et Sylvia KRITZINGER (2012). « Generational differences in electoral behaviour » dans *Electoral Studies*. Volume 31, numéro 2, pp. 245-249.

WASS, Hanna (2007). « The effects of age, generation and period on turnout in Finland 1975-2003 » dans *Electoral studies*. Volume 26, pp. 648-659.

WHITE, Graham (1973). « One-Party Dominance and Third Parties: The Pinard Theory Reconsidered » dans *Revue canadienne de science politique*. Volume 6, numéro 3, pp. 399-421.

YALE, François et Claire DURAND (2011). « What did Quebeckers Want ? Impact of Question Wording, Constitutional Proposal and Context on Support for Sovereignty 1976-2008 » dans *American Review of Canadian Studies*. Volume 41, numéro 3, pp. 242-258.

ANNEXE A

Date d'élection	Résultat réel	Vote rapporté recalculé (soustraction des discrets)	Intention de vote recalculée (soustraction des discrets)
1960	PLQ : 51% UN : 47% Autre : 3%	PLQ : 66,9% UN : 31,6% Autres : 1,5% (Pinard62)	PLQ : 35,3% UN : 60,5% Autres : 4% (Pinard60)
1962	PLQ : 56% UN : 42% Autre : 1%		PLQ : 56,5 % UN : 29% Autres : 14% (Pinard62)
1966	PLQ : 47% UN : 41% Autre : 12%	PLQ : 56,9% UN : 19,6% PC : 17,8 % (CES1968)	
1970	PLQ : 45% PQ : 23% UN : 20% CS : 11%	PLQ : 55,5% PQ : 21,2% UN : 9,5% Autres : 13,7% (Pinard1973)	
1973	PLQ : 55% PQ : 30% UN : 5% CS : 11%	PLQ : 55,2% PQ : 32,2% UN : 3,6% CS : 7,7% (Pinard1973)	
1976	PLQ : 34% PQ : 41% UN : 18% CS : 5%	PLQ : 49% PQ : 39% UN : 6% (CES1979)	
1981	PLQ : 46% PQ : 49% UN : 4%	PLQ : 48,6% PQ : 46,9% UN : 2% (CES1984)	PLQ : 52,3% PQ : 46,9% UN : 0,73% (CES1974-79-80)
1985	PLQ : 56% PQ : 39%	PLQ : 60% PQ : 30% (CES 1988)	PLQ : 65,2% PQ : 22,1% (CES1984)
1989	PLQ : 50% PQ : 40%	PLQ : 52,5% PQ : 41,5% (CES1993)	
1994	PLQ : 44% PQ : 45% ADQ : 6%	PLQ : 42% PQ : 53,6% ADQ : 0,8% (CES1997)	PLQ : 43,5% PQ : 49,7% (CES1993)

ANNEXE A

1998	PLQ : 44% PQ : 43% ADQ : 6%	Pas de données	Pas de données
2003	PLQ : 46% PQ : 33% ADQ : 18%	PLQ : 49,8% PQ : 41,8% ADQ : 5,3% (CES2004)	PLQ : 40,5% PQ : 45% ADQ : 4,5% (CES2000)
2007	PLQ : 33% PQ : 28% ADQ : 31%	PLQ : 26% PQ : 30% ADQ : 34% (Bélanger/Nadeau)	
2008	PLQ : 42% PQ : 35% ADQ : 16%	PLQ : 39, 5% PQ : 37,6% ADQ : 16,1% (Bélanger/Nadeau)	
2012	PLQ : 31% PQ : 32% CAQ : 27%	PLQ : 20% PQ : 37% CAQ : 23% (Bélanger/Nadeau)	

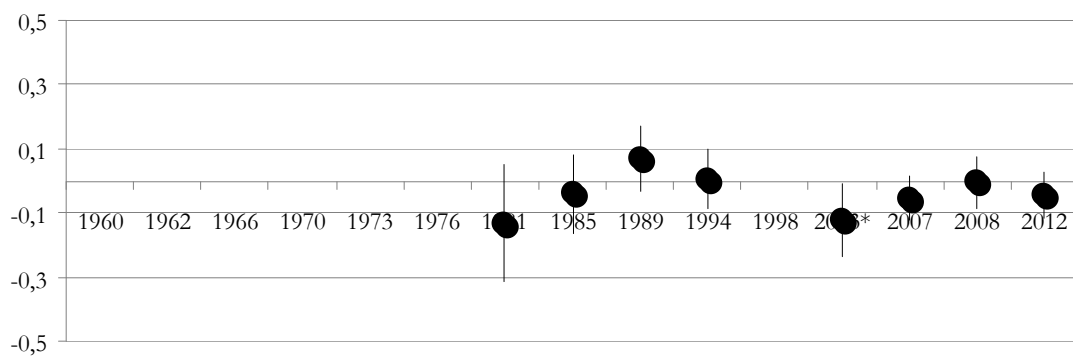
ANNEXE B

Variables	Sexe/Genre	Âge/Date de naissance	Niveau d'éducation	Revenu familial total	Souveraineté du Québec	Pratique religieuse	Occupation	Syndicat	Langue maternelle	Province	Vote rapporté	Intention de vote
Base de données												
Pinard 1960	C. 1 Col. 16	C.4 Col. 20	C.4 Col. 21	C-4 Col. 29	Pas de question	C. 4 Col. 22	C-4 Col. 27-28	C. 3 Col. 68	C. 1 Col. 17	Québec seulement		C. 2 Col. 73
Pinard 1962	Col.8	Col. 44	Col.45 (Années d'études)	Col. 53	Pas de question	Col. 39	Col. 52	Col. 22	C.1 Col. 17	Québec seulement	Col. 47 (pour 1960)	
CES 1968	var401	var403	var 333 / var334	var404 / var405	var306	var341	var324	var363	var357	var001	var178	
Pinard 1973	Col. 58	Col. 49 (Age group)	Col. 50 (Année d'études)	Col.57	Col. 48 / Col. 15	Pas de question	Col. 53-54	Col. 55	Col. 59 (Langue d'entrevue)	Québec seulement	Col. 55 (vote 1970)	Col.22 (vote 1973) /
CES 1979	v1537	v1535	V1502	v1516	v1190	v1507	v1471	v1512	v1509	v1005	v1334	
CES 1984	var456	var437 (age)	var362	var439	var500	var372 / var373	var524	var378	var374	var463 / var003	var262	
CES 1988	rsex	n1 (année)	n3	n19	b10	n12	n5	n9	n16	province	b9	
CES 1993	refrgen	refn1 (année)	refn2	refn19	reff12	refn10	refn3	refn8	refn16	refprov	refi7	
CES 1997	pesrgen / cpsrgen	pesage / cpsage (année)	cpsm3	cpsm16a	cpsj3a	pesm10b	cpsm6	cpsm9	cpsm15	province / pesm12	pesh20	
CES 2004	cps_rgen	cps_s1	cps_s3	cps_s18	pes_c10	cps_s11	pes_sd3 cps_s4	cps_s6a	cps_s17	province	pes_k8a	
Bélanger 2007	q76	q75(année)	q77	q78	q19 / q20	q81	q79	Pas de question	langu	Québec seulement	q12	
Bélanger 2008	q76	q75(année) / q0age	q77	q78	q19 / q20	q81	q79	Pas de question	langu	Québec seulement	q12a /q12b	
Bélanger 2012	q98	q97	q99	q100	q52	q104	q101	Pas de question	q106	Québec seulement	q25	

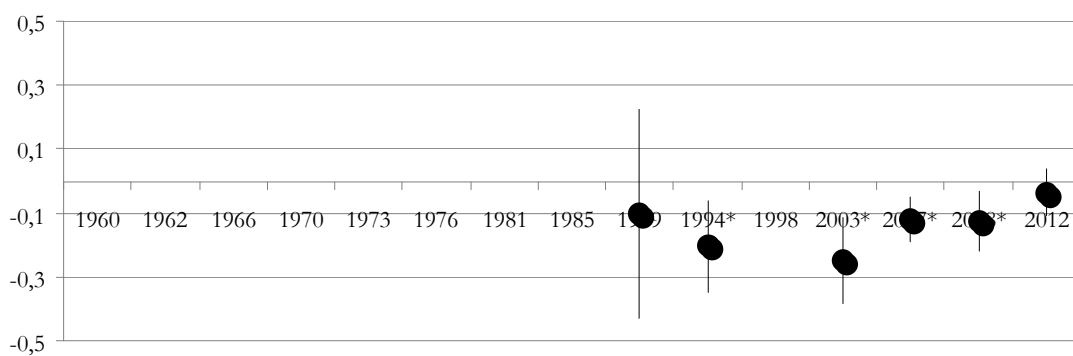
ANNEXE C

Figures – Analyses bivariées non présentées dans le texte

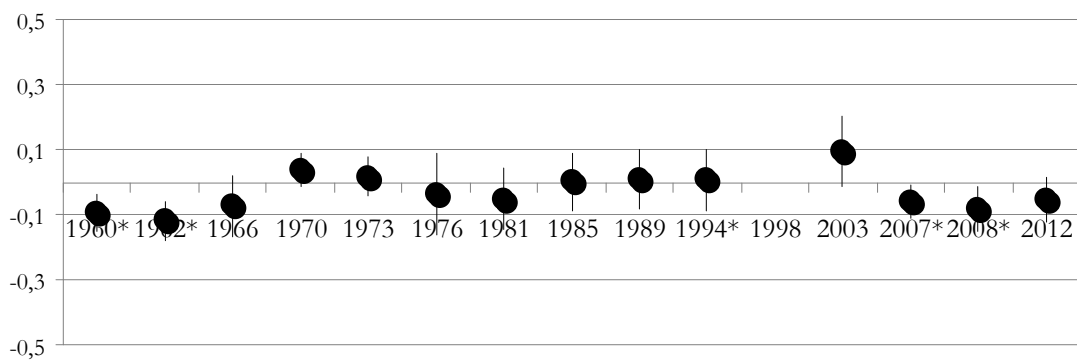
Effets marginaux de la génération 60 sur la probabilité de voter libéral



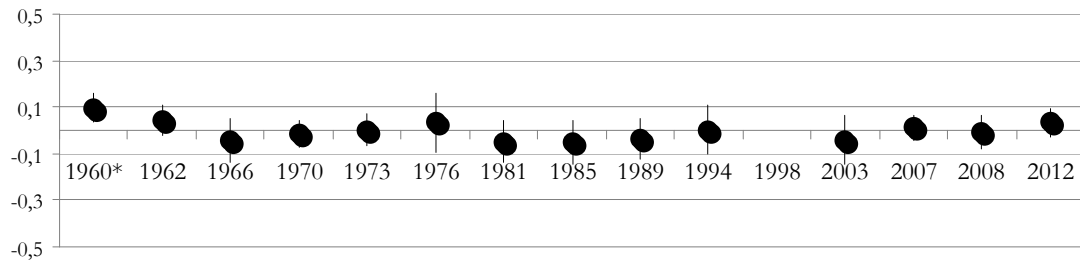
Effets marginaux de la génération 70 sur la probabilité de voter libéral



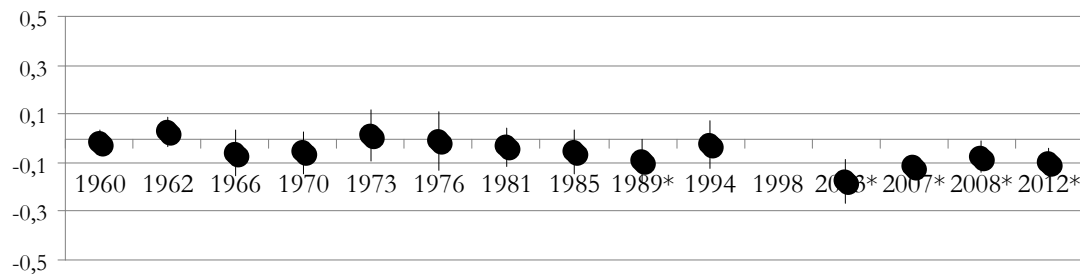
Effets marginaux d'avoir un bas revenu sur la probabilité de voter libéral



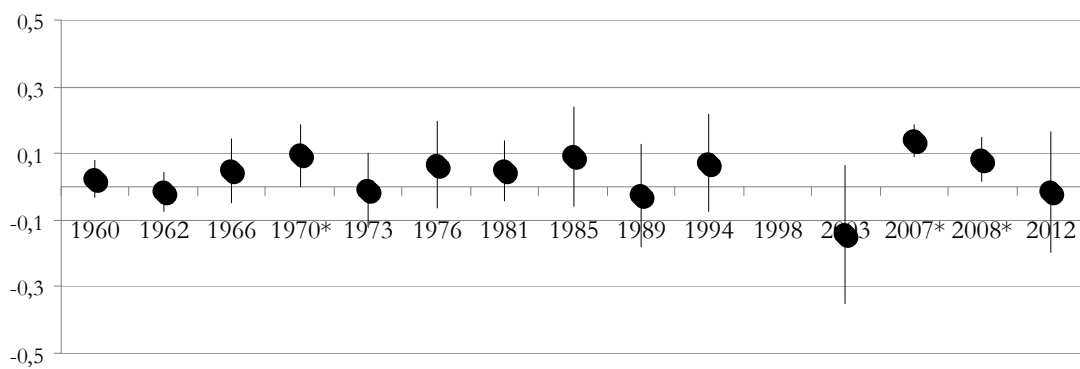
Effets marginaux d'avoir un revenu moyen sur la probabilité de voter libéral



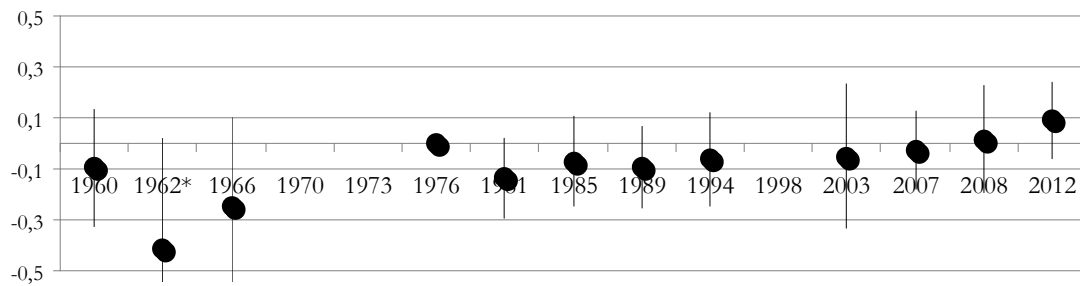
Effets marginaux du fait d'être salarié sur la probabilité de voter libéral



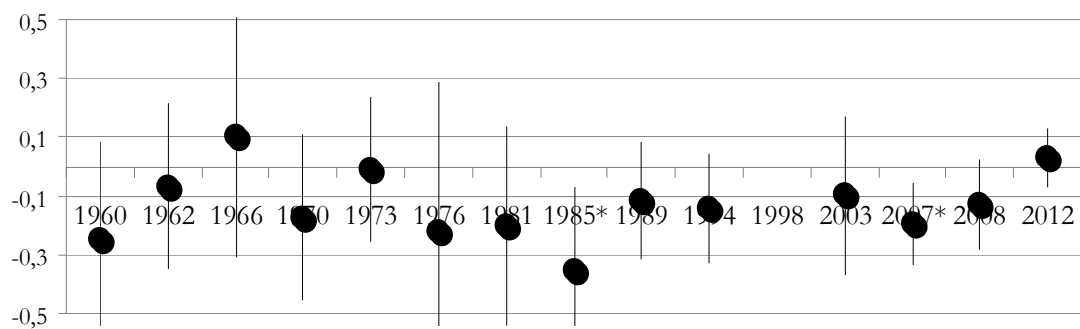
Effets marginaux d'être hors du marché du travail sur la probabilité de voter libéral



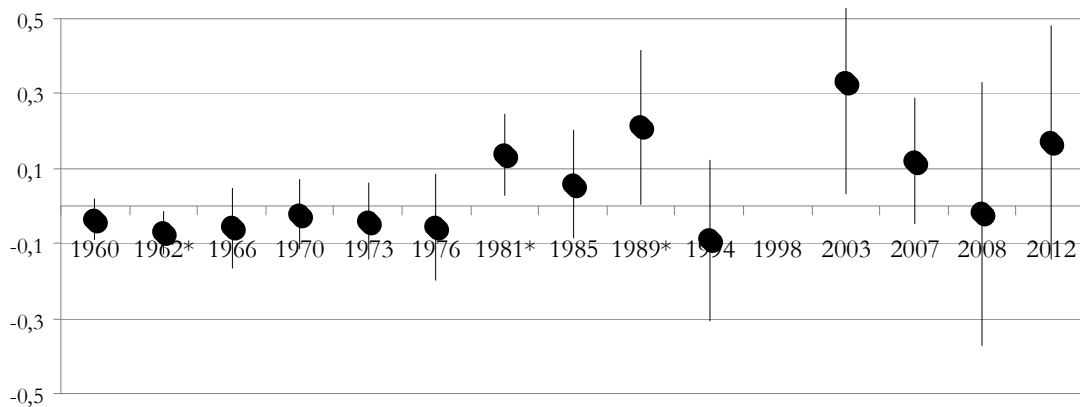
Effets marginaux d'être sans-emploi sur la probabilité de voter libéral

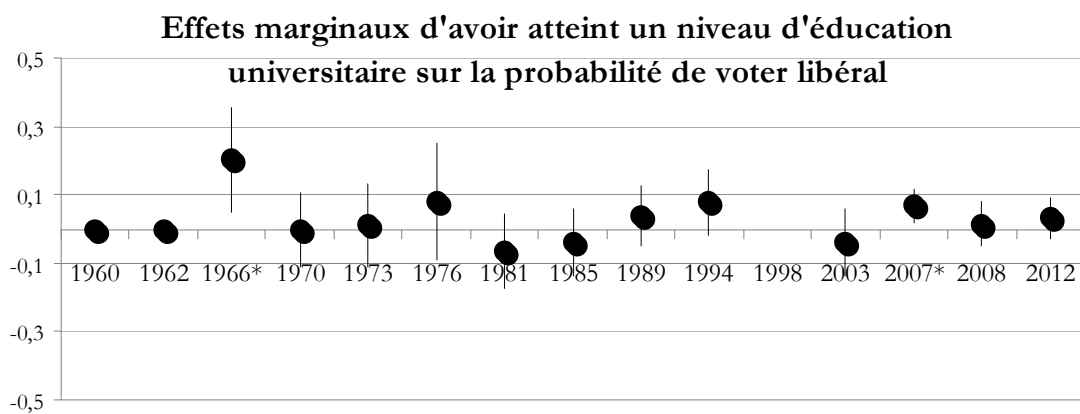
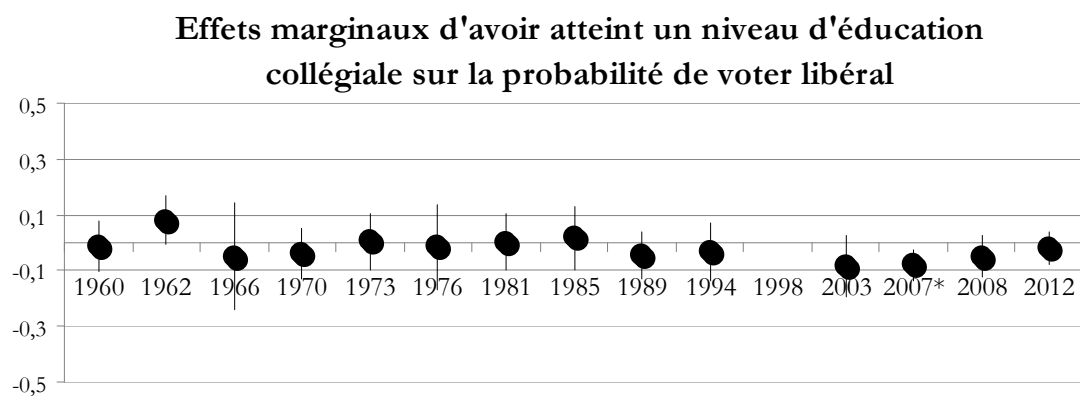
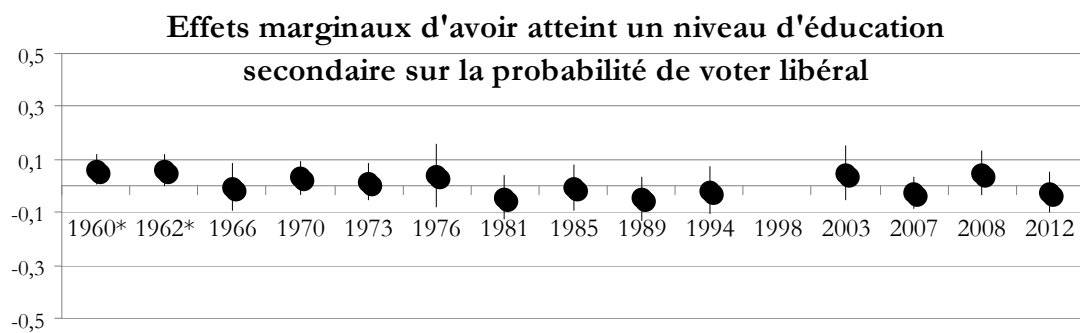


Effets marginaux du fait d'être étudiant sur la probabilité de voter libéral



Effets marginaux d'avoir atteint un niveau d'éducation primaire sur la probabilité de voter libéral





ANNEXE D - Analyse multivariée des variables d'âge et de générations

	Vote1960a	Vote1962a	Vote1966a	Vote1966b	Vote1970a	Vote1970b	Vote1973a	Vote1973b
Âge	-0.051 (0.03)	-0.018 (0.03)	0.002 (0.01)	0.001 (0.01)	0.155** (0.06)	0.132* (0.06)	0.064 (0.05)	-0.006 (0.06)
Préboomers	1.579*** (0.31)	0.292 (0.27)	0.028 (0.36)	-0.007 (0.40)	13.759*** (0.65)	14.167*** (0.65)	12.980 (494.64)	13.881 (719.33)
Boomers	0.000 Collinearity	0.000 Collinearity	0.000 Collinearity	0.000 Collinearity	13.312*** (0.76)	13.700*** (0.78)	12.507 (494.64)	13.402 (719.33)
Souveraineté				-0.738* (0.30)		-1.116*** (0.22)		-2.337*** (0.31)
constant	-2.046*** (0.27)	-0.985*** (0.22)	-0.228 (0.34)	-0.048 (0.39)	-15.461*** (0.77)	-15.453*** (0.79)	-14.064 (494.64)	-14.207 (719.33)
r2	0,0223	0,0009	0,0002	0,0102	0,0214	0,0545	0,011	0,1005
bic	1239.260	1257.861	849.059	708.091	1130.462	1006.955	1235.058	1037.955
N	N=998	N = 998	N = 599	N = 503	N = 1011	N = 892	N = 1011	N = 892

	Vote1976a	Vote1976b	Vote1981a	Vote1981b	Vote1985a	Vote1985b	Vote1989a	Vote1989b
Âge	0.008 (0.01)	-0.007 (0.02)	0.033** (0.01)	0.049** (0.02)	-0.006 (0.01)	-0.019 (0.02)	0.033* (0.01)	0.022 (0.02)
Préboomers	0.249 (0.44)	0.069 (0.63)	-0.564 (0.50)	-1.405 (0.86)	0.807 (0.54)	1.059 (0.63)	-0.740 (0.52)	-0.472 (0.64)
Boomers	0.000 Collinearity	0.000 Collinearity	-0.518 (0.38)	-0.677 (0.66)	-0.110 (0.31)	-0.023 (0.40)	-1.155*** (0.28)	-0.873* (0.35)
Souveraineté		-1.880*** (0.42)		-3.496*** (0.33)		-2.781*** (0.25)		-2.182*** (0.22)
constant	-1.151** (0.40)	0.348 (0.64)	-0.972* (0.38)	-0.077 (0.60)	0.199 (0.40)	1.878*** (0.50)	-0.622 (0.41)	0.725 (0.52)
r2	0,0087	0,1099	0,0346	0,3383	0,0243	0,2944	0,0484	0,2157
bic	335.193	233.131	789.775	462.655	761.374	457.771	827.486	639.612
N	N = 254	N = 189	N=579	N = 478	N = 546	N =441	N = 609	N = 562

	Vote1994a	Vote1994b	Vote2003a	Vote2003b	Vote2007a	Vote2007b	Vote2008a	Vote2008b
Âge	0.020 (0.02)	-0.009 (0.03)	0.050** (0.02)	0.032 (0.03)	0.040*** (0.01)	0.041*** (0.01)	0.032** (0.01)	0.040** (0.01)
Préboomers	-0.053 (0.55)	0.403 (0.78)	-0.137 (0.68)	0.540 (1.06)	-0.236 (0.35)	-0.094 (0.42)	-0.181 (0.40)	-0.181 (0.50)
Boomers	-0.192 (0.31)	0.207 (0.45)	-0.272 (0.38)	0.615 (0.63)	-0.414 (0.24)	-0.270 (0.28)	-0.361 (0.27)	-0.035 (0.34)
Souveraineté		-3.569*** (0.30)		-3.764*** (0.35)		-3.088*** (0.21)		-3.014*** (0.21)
constant	-0.977* (0.48)	1.234 (0.74)	-2.421*** (0.64)	-0.528 (0.99)	-2.527*** (0.35)	-1.787*** (0.39)	-1.730*** (0.41)	-1.045* (0.52)
r2	0,0161	0,3656	0,0879	0,4524	0,0449	0,2708	0,029	0,3052
bic	839.578	527.109	606.301	371.815	2073.028	1539.651	1178.788	810.209
N	N = 607	N = 573	N = 475	N = 463	N = 1699	N = 1622	N = 880	N = 824

	Vote2012a	Vote2012b
Âge	0.002 (0.01)	-0.002 (0.01)
Préboomers	1.182** (0.38)	1.100* (0.45)
Boomers	0.357 (0.26)	0.601* (0.30)
Souveraineté		-4.676*** (0.58)
constant	-1.048*** (0.30)	-0.069 (0.35)
r2	0,0235	0,2987
bic	1546.602	1057.993
N	N = 1259	N = 1149

ANNEXE E - Analyse multivariée des indicateurs sociodémographiques

	Vote1960a	Vote1962a	Vote1966a	Vote1966b	Vote1970a	Vote1970b	Vote1973a	Vote1973b
anglophone	0.502 (0.26)	0.831** (0.27)	1.573*** (0.45)	1.498** (0.46)	0.608** (0.21)	0.256 (0.22)	0.697*** (0.21)	0.184 (0.22)
allophone	0.317 (0.41)	0.812* (0.41)	1.250 (0.69)	1.171 (0.71)				
retraité	0.405 (0.33)	0.383 (0.34)	0.705 (0.45)	0.807 (0.56)				
pratique	0.721 (0.38)	-0.193 (0.41)	-0.703 (0.39)	-0.480 (0.44)				
gender	-0.019 (0.14)	0.052 (0.15)	0.592** (0.21)	0.517* (0.24)	0.012 (0.15)	0.053 (0.15)	-0.040 (0.15)	0.011 (0.16)
education	0.130 (0.09)	0.241* (0.10)	0.235 (0.13)	0.284* (0.14)	-0.097 (0.12)	-0.032 (0.13)	-0.036 (0.12)	0.158 (0.13)
syndicat	0.162 (0.14)	0.163 (0.15)	0.578* (0.28)	0.482 (0.30)	-0.018 (0.15)	0.002 (0.16)	-0.327* (0.15)	-0.206 (0.16)
Souveraineté				-0.566 (0.34)		-1.230*** (0.22)		-2.356*** (0.31)
constant	-1.781*** (0.40)	-1.478*** (0.44)	-0.848 (0.57)	-1.037 (0.65)	-0.936*** (0.28)	-0.727* (0.30)	-0.710* (0.28)	-0.653* (0.31)
r2	0,0076	0,0229	0,08	0,0856	0,0074	0,0398	0,0161	0,1005
bic	1226.493	1191.964	755.091	635.087	1097.481	979.771	1174.998	992.268
N	N=943	N= 943	N = 552	N = 464	N = 946	N = 835	N = 946	N =835

	Vote1976a	Vote1976b	Vote1981a	Vote1981b	Vote1985a	Vote1985b	Vote1989a	Vote1989b
anglophone	0.720 (0.61)	0.207 (0.83)	2.656*** (0.49)	1.798** (0.56)	2.166*** (0.55)	0.983 (0.61)	1.373*** (0.41)	0.734 (0.45)
allophone	0.571 (0.58)	-0.889 (0.65)	1.782** (0.58)	0.591 (0.63)	0.000 Collinearity	0.000 Collinearity	2.483** (0.76)	2.031** (0.70)
retraité	-0.481 (0.57)	-0.938 (0.67)	-0.026 (0.30)	-0.082 (0.41)	0.117 (0.31)	0.225 (0.40)	0.853* (0.33)	0.693 (0.40)
pratique	0.228 (0.37)	-0.467 (0.47)	1.029*** (0.25)	0.512 (0.36)	0.879** (0.30)	1.288*** (0.38)	0.376 (0.48)	0.456 (0.58)
gender	0.001 (0.31)	-0.166 (0.37)	-0.389 (0.20)	-0.459 (0.27)	-0.050 (0.20)	-0.334 (0.28)	-0.081 (0.20)	-0.322 (0.25)
education	0.170 (0.15)	0.391 (0.20)	-0.148 (0.10)	0.035 (0.14)	-0.082 (0.10)	0.075 (0.15)	0.052 (0.11)	0.037 (0.12)
syndicat	-1.032** (0.33)	-0.793* (0.39)	-0.402 (0.23)	-0.398 (0.29)	-0.400* (0.20)	-0.200 (0.28)	-0.196 (0.20)	-0.113 (0.25)
Souveraineté		-2.291*** (0.54)		-3.313*** (0.35)		-2.597*** (0.27)		-2.167*** (0.24)
constant	-0.995 (0.64)	-0.306 (0.74)	-0.176 (0.42)	0.604 (0.58)	0.154 (0.45)	0.728 (0.67)	-0.654 (0.64)	0.613 (0.78)
r2	0,0503	0,1764	0,1119	0,3472	0,0687	0,298	0,071	0,2331
bic	330.603	236.279	744.472	477.878	666.320	420.395	666.928	532.288
N	N = 240	N = 182	N = 571	N = 474	N = 486	N = 388	N = 490	N = 459

	Vote1994a	Vote1994b	Vote2003a	Vote2003b	Vote2007a	Vote2007b	Vote2008a	Vote2008b
anglophone	2.691*** (0.45)	1.854*** (0.42)	3.175*** (0.81)	2.213* (1.01)	2.557*** (0.24)	1.915*** (0.25)	2.309*** (0.28)	1.536*** (0.32)
allophone	2.407*** (0.48)	1.452* (0.60)	2.973*** (0.80)	1.963* (0.79)	1.460*** (0.25)	1.064*** (0.31)	1.453*** (0.43)	1.167** (0.44)
retraité	0.256 (0.32)	-0.181 (0.47)	1.373*** (0.27)	1.324*** (0.36)	0.909*** (0.14)	1.012*** (0.16)	0.604*** (0.17)	0.882*** (0.22)
pratique	1.310*** (0.37)	1.528** (0.53)	0.539 (0.49)	-0.440 (0.59)	1.067*** (0.20)	0.836*** (0.23)	0.985*** (0.27)	0.907** (0.34)
gender	0.019 (0.21)	-0.045 (0.28)	-0.046 (0.24)	0.187 (0.34)	0.006 (0.13)	0.011 (0.14)	0.037 (0.15)	0.273 (0.19)
education	0.207 (0.12)	0.284 (0.17)	0.025 (0.01)	0.022 (0.02)	-0.001 (0.01)	0.002 (0.01)	-0.068 (0.09)	-0.041 (0.12)
syndicat	-0.769*** (0.22)	-0.204 (0.28)						
Souveraineté		-3.338*** (0.32)		-3.258*** (0.35)		-2.910*** (0.23)		-2.721*** (0.21)
constant	-2.065*** (0.56)	-1.256 (0.73)	-1.294*** (0.35)	0.719 (0.47)	-1.511*** (0.12)	-0.639*** (0.14)	-0.666 (0.43)	0.181 (0.53)
r2	0,1873	0,4353	0,193	0,4529	0,1331	0,3062	0,1132	0,3221
bic	708.088	489.797	486.195	341.628	1791.797	1402.518	1093.220	806.440
N	N = 592	N = 562	N = 408	N = 397	N = 1331	N = 1515	N= 872	N = 816

	Vote2012a	Vote2012b
anglophone	2.897*** (0.29)	2.086*** (0.31)
allophone	1.781*** (0.23)	1.334*** (0.27)
retraité	0.440* (0.20)	0.492* (0.23)
pratique	0.908** (0.32)	0.882* (0.38)
gender	0.235 (0.16)	0.156 (0.18)
education	-0.066 (0.10)	-0.059 (0.12)
syndicat		
Souveraineté		-4.322*** (0.57)
constant	-1.343*** (0.35)	-0.450 (0.41)
r2	0,1594	0,3602
bic	1340.885	978.093
N	N=1242	N = 1134